

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES AVANCES

A LA

BANQUE DE FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 27 mai 1909, à 2 h. 1/2

PAR

Maurice DELABRE

Président : M. THALLER.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } professeurs.
TRUCHY, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552602_0052

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES AVANCES

A LA

BANQUE DE FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 27 mai 1909 à 2 heures 1/2

PAR

Maurice DELABRE



Président : M. THALLER.

Suppléants : { MM. DESCHAMPS, } *professeurs.*
 TRUCHY, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

BIBLIOGRAPHIE

- Arnauné.** — La monnaie, le crédit et le change, 3^e éd., Paris, 1906.
Comptes rendus de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de France, depuis 1891.
- Courcelle-Seneuil.** — Les opérations de Banque, ouvrage revu par André Liesse, 9^e éd., Paris, 1905.
- Juglar.** — Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.
- Poinsard.** — Questions monétaires contemporaines. Paris, 1899.
- Théry.** — La France économique et financière pendant le dernier quart du siècle, Paris, 1900.
- Brouilhet.** — Le nouveau régime de la banque de France, Paris, 1900.
- Cauwès.** — Cours d'économie politique, t. II et IV, 3^e éd., 1893.
- Paul Leroy-Beaulieu.** — Rôle de la Banque de France, *L'Economiste français* du 5 juin 1897.
- Alfred Neymarck.** — La Banque de France de 1880 à 1905, *Journal le Rentier* du 7 février 1906.
- Loubet.** — La Banque de France et l'escompte, Thèse, Paris, 1906.
- Guionin.** — De la mise en gage des créances et spécialement de l'avance sur titres, Thèse, Paris, 1907.
- Thaller.** — Des avances sur titres en banque. Critiques législatives, *Annales de droit commercial*, 1901, p. 65.
— Traité de droit commercial, 3^e éd., 1904.
- Lyon-Caen et Renaut.** — Traité de droit commercial, 8 vol., 4^e et 3^e éd., 1903-1909.
-

DES AVANCES

A LA BANQUE DE FRANCE

INTRODUCTION

NOTIONS HISTORIQUES ET INDICATIONS GÉNÉRALES DE LA BANQUE DE FRANCE.

La Banque de France joue actuellement un rôle considérable dans les relations économiques et financières. Mais avant d'atteindre sa puissance, avant d'arriver au développement considérable qu'elle a acquis aujourd'hui, la Banque de France a passé par différentes phases qu'il n'est pas inutile de retracer (Pommier, *La Banque de France et l'Etat au xix^e siècle*, thèse Paris, 1904 ; Loubet, *La Banque de France et l'escompte*, thèse Paris, 1900).

Avant la Révolution, trois banques de circulation existaient en France : elles faisaient toutes les opérations de banque ; elles avaient pour objet l'émission des billets payables au porteur et à vue et l'escompte du papier de commerce. C'étaient la *Caisse des Comptes*

courants, la *Caisse d'Escomptes du commerce*, et le *Comptoir Commercial*. La Caisse d'Escompte du commerce avait été fondée en 1778, deux ans après la Caisse des Comptes courants, par une association de notables négociants. C'était le plus important des trois établissements : son capital était de 24 millions divisés en 2.400 actions de 2.000 francs chacune. Mais, comme un quart seulement de son capital avait été versé, son capital réel ne se trouvait pas sensiblement supérieur en fait à celui de la Caisse des Comptes courants qui atteignait cinq millions. La Caisse d'Escompte se proposait, comme la banque des Comptes courants, d'escompter les billets et les traites, de recevoir les dépôts de sommes d'argent et d'émettre des billets. Après une prospérité éphémère, elle disparut en 1802, mais la cinquième et la dernière année de son existence, le chiffre de sa circulation totale avait atteint 30 millions. En 1800, une nouvelle banque apparut sur le marché parisien. Encouragés par le premier consul, un certain nombre de banquiers, dès le mois de novembre 1799, réunissent leurs efforts et créent la Banque de France, dans laquelle viennent se fondre les différents établissements antérieurs. Cette banque avait été créée en vertu d'un arrêté des consuls du 24 pluviôse an VIII (13 février 1800). Cet arrêté avait décidé la formation d'une Compagnie appelée à conjurer l'altération du crédit public et le ralentissement de la circulation des richesses. Elle était affectée à rendre au commerce, sous le nom

de Banque de France, les services dont celui-ci pourrait avoir besoin et à devenir la banque du gouvernement. Elle était en apparence destinée à conjurer une crise économique. En effet, les statuts primitifs débutent de la manière suivante. « Les soussignés considérant que par le résultat de la Révolution française et d'une guerre longue et dispendieuse, la nation a éprouvé le déplacement et la dispersion des fonds qui alimentaient son commerce, l'altération du crédit public et le ralentissement de la circulation de ses richesses ; que, dans des circonstances semblables, plusieurs nations ont conjuré les mêmes maux et trouvé de grandes ressources dans des établissements de banque ; que la nation française, familiarisée avec les plus grands efforts dans la conquête de la liberté ne doit pas se laisser opprimer plus longtemps par des circonstances qu'il est en son pouvoir de maîtriser, qu'enfin l'on doit attendre que l'intérêt privé et l'intérêt public concourront d'une manière prompte et puissante au succès de l'établissement projeté, ont réuni et arrêté :... » En réalité ce n'était point pour des raisons économiques, c'était dans un but politique que la Banque de France avait été fondée. Durant la Révolution, l'émission des billets était libre, le champ restait libre aux initiatives individuelles, la Révolution avait laissé la France sous le régime de la liberté des banques (Courcelle-Seneuil, *Les opérations de banque*, 9^e éd., Paris, 1905, Introduction, p. 196). Le premier consul tenait à posséder

une banque de gouvernement, en vue d'en retirer immédiatement, le cas échéant, tous les services que peut rendre une semblable institution. Ce sont donc des raisons politiques qui ont inspiré en réalité l'arrêté de l'an VIII.

Le gouvernement voulait remplacer les banques libres qui existaient alors par une institution qui fût entièrement sous sa dépendance. Voilà comment disparurent, pour être remplacés par la Banque de France, les trois établissements que nous avons cités et qui, pour des opérations de même nature (émission des billets, payables à vue et au porteur, et escompte) se partageaient la clientèle des commerçants et des financiers. Il y avait même un quatrième établissement qui s'occupait d'opérations analogues, mais seulement pour les négociants appartenant au commerce des denrées alimentaires : la Factorerie.

Toutes ces banques étaient administrées par des négociants des diverses spécialités. Elles étaient toutes organisées principalement en vue de l'escompte et n'émettaient des billets que pour se procurer plus aisément les facilités nécessaires à leurs opérations.

Des organisations analogues se rencontraient d'ailleurs en province. C'est ainsi qu'à la même époque fonctionnait à Rouen une *Société générale du commerce* qui se livrait sur un terrain plus restreint aux mêmes opérations que les banques parisiennes. Cette banque, dont la circulation atteignit jusqu'à 200.000 francs,

rendit des services signalés dans toute la région et ne disparut définitivement que par la création d'une succursale de la Banque de France à Rouen. Sans la conception autoritaire que le premier consul s'était formée au sujet des banques, celles-ci se seraient peut-être développées en France sous le régime de la libre concurrence, sans qu'aucun privilège fût accordé à l'une d'elles, sans qu'un monopole quelconque fût attribué à la Banque de France pour l'émission des billets. Il ne faut pas oublier en effet qu'à la fin du 18^e siècle, la doctrine individualiste, avec ses idées libérales en toute matière était acceptée sans contrôle et sans contestation, depuis la publication du célèbre ouvrage d'Adam Smith : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776. La liberté de la concurrence avait été élevée à la hauteur d'un dogme intangible en matière économique. L'application de ces idées au commerce des banques amenait à cette conclusion, que leur développement devait être laissé libre. L'école classique a toujours admis que les banques ne doivent pas être soumises à un *régime autocratique*, mais au *système oligarchique*, c'est-à-dire de la concurrence entre un certain nombre de banques présentant toutes une importance à peu près équivalente. Si le régime de la liberté des banques fut écarté par le premier consul, ce n'était point en vue de réaliser un programme économique préconçu. S'il se décida à accorder sa confiance à une banque unique, c'était en vue de se procurer au besoin des ressources qu'il aurait peut-être difficilement trou-

vées ailleurs (Boyer-Fraisse, *La Banque de France et ses principales opérations*, thèse Paris, 1903, p. 6 et Pommier, thèse précitée).

Mais, abstraction faite des motifs qui ont inspiré la création de la Banque de France, il est certain qu'à cette époque, qui suivait de quelques mois à peine le coup d'Etat du 18 brumaire, et qui était celle du début de l'organisation du Consulat, la situation financière de la France était loin d'être prospère. Les impôts rentraient mal, l'Etat était obligé de recourir à toutes sortes de procédés pour se procurer les ressources nécessaires. Il était donc impossible de monter une banque nouvelle en la créant de toutes pièces. Il fallait à tout prix s'appuyer sur une des maisons de banque existantes. Le gouvernement le comprit et il fixa son choix sur la Caisse des Comptes courants dont la circulation était, en 1800, devenue la plus importante. Un arrêté des consuls du 28 nivôse an VIII (18 janvier 1800) prescrivit la transformation de *cet* établissement et la Banque de France fut ainsi organisée.

Elle était officiellement constituée au capital de 30 millions, c'est-à-dire six fois le capital de la Caisse des Comptes courants (cinq millions, divisé en 30.000 actions nominatives de 1.000 francs chacune. Ce capital dépassait ainsi d'un quart le capital nominal de la Caisse d'Escompte du commerce (24 millions dont 6 seulement avaient été versés). Dans le premier semestre qui suivit la création de la banque, 7.500 actions seulement

furent placées, dont 2.500 dans le public ; l'Etat, indépendamment de la souscription personnelle du premier consul, avait couvert le surplus. A cette époque l'Etat se procurait de l'argent au moyen des fonds de garantie ou cautionnements des receveurs généraux, lesquels atteignaient la somme de cinq millions de francs. Ces cautionnements devaient être représentés par 30.000 actions de la banque au nom de la caisse d'amortissement, laquelle avait été créée pour rembourser les obligations des receveurs généraux lorsque celles-ci demeuraient en souffrance à l'échéance. Par contre, la banque s'engageait à solder aussi les obligations impayées des receveurs généraux jusqu'à concurrence de la somme représentée par ces 30.000 actions.

Les débuts de la Banque de France furent donc difficiles. Dans le premier semestre de l'année 1800, le quart seulement de son capital fut souscrit, et encore l'Etat avait pris par devers lui les deux tiers des titres. D'autre part la fusion avec la Caisse des Comptes courants avait permis d'affecter la majeure partie du capital de celle-ci aux actions de la Banque de France. En réalité, les 2.500 actions placées dans le public représentaient donc simplement des actions de la Caisse des Comptes courants qui, par suite de la fusion avec le nouvel établissement étaient passées à celui-ci, mais il n'y avait eu aucune souscription effective de la part du public. L'indifférence de celui-ci s'explique. La France vivait continuellement en guerre ou sous la menace d'une

guerre. Une telle situation ne pouvait inspirer confiance aux capitalistes ; seules la victoire de Marengo et la paix d'Amiens ramenèrent la tranquillité, l'espoir de progrès industriels et financiers et le capital de la banque put alors être complété.

Dès lors, après des débuts modestes et difficiles elle acquiert une situation prépondérante sur le marché parisien. Bien qu'elle ne soit pas encore officiellement investie de son privilège légal, elle reçoit de nombreux avantages du pouvoir exécutif (il ne faut pas oublier en effet qu'au début la banque n'a joui d'aucun monopole, elle devait simplement être une banque d'escompte et prêter au gouvernement ; suivant l'expression de Napoléon, elle devait distribuer les crédits à bon marché ; sa principale fonction devait être l'escompte, l'émission lui fournirait les moyens de l'accomplir). Le gouvernement commence l'ère des générosités en lui fournissant un local, la Maison Nationale de l'Oratoire, pour un prix très modéré. En revanche, la banque devra s'attendre à rendre à l'Etat les services que celui-ci avait espéré jadis obtenir de Law. Elle jouera le rôle d'intermédiaire libre entre le ministre des finances et les agents départementaux. Les receveurs et comptables qui pourront avoir à effectuer des remises sur Paris devront dorénavant les opérer par l'intermédiaire de la Banque de France. Celle-ci est tenue en même temps de payer les obligations des receveurs généraux qui n'auraient pas été acquittées à l'échéance.

Il est vrai que la rigueur de ces charges était compensée par la circonstance que la Caisse d'amortissement fournissait à la Banque de France, sous forme de souscription d'actions, la moitié du capital dont elle disposait. De plus, une tendance de plus en plus marquée va se dessiner en vue de favoriser le mouvement des fonds d'Etat dans les caisses de la banque : celle-ci acquerra ainsi une plus grande surface et augmentera d'importance.

Donc l'Etat intervient au début, non pas officiellement, mais d'une manière indirecte en s'employant de son mieux au succès de la banque. Il en résulte que, désirant assurer le succès de celle-ci sans arriver encore à la consécration d'un monopole, il entretient avec elle des rapports qu'il est difficile de définir avec précision, mais dont l'existence ne saurait être sérieusement contestée. C'est ainsi qu'à l'origine la banque fonctionne comme banque libre, que dans tous les documents publics cette qualité est hautement et volontairement proclamée. Mais en fait la banque ne possédait pas une liberté complète.

Il faut insister sur cette conception que la Banque de France ne devait pas être différente des autres. C'était celle du premier consul, c'était également celle de Mollien, alors ministre du Trésor, et cette conception s'explique facilement. On ne pouvait que créer une banque capable de répondre aux besoins de l'époque, c'est à dire ayant avant tout pour fonction de distribuer du

crédit. La situation fiduciaire n'avait pas alors l'importance qu'elle a acquise aujourd'hui. Le billet de banque est peu acclimaté en raison du discrédit dont l'ont entouré les malheureuses combinaisons de Law et les assignats de la Révolution. Par suite une banque dont le principal attribut serait d'émettre des billets se verrait l'objet d'une certaine suspicion. Quant à songer que dès le début la Banque de France va devenir le grand réservoir des dépôts de numéraire dans le pays, ce serait oublier que la monnaie métallique ne prend pas à cette époque le chemin des caisses des banques. Elle est tout entière dans la circulation, les dépôts sont complètement ignorés, et le souvenir des temps troublés est trop présent à tous les esprits pour que l'on ose confier son argent à un banquier et le laisser en dépôt chez lui. D'ailleurs la circulation métallique est peu importante, le commerce international est interrompu et les relations sont rendues difficiles à l'intérieur même du pays par l'insuffisance des moyens de communication. La Banque de France ne pouvait donc au début que suivre les errements de ses devancières. Mais si la banque est libre, sa liberté est loin d'être absolue en fait. Sans doute elle peut se vanter d'être depuis sa fondation indépendante de l'Etat en ce sens qu'elle est affranchie des conditions qu'aurait pu lui imposer un contrat passé avec le gouvernement ou un acte législatif. Elle peut affirmer qu'elle existe par la seule volonté de ses actionnaires, que, dans le cas où elle traite avec l'Etat,

ses transactions prennent tout naturellement le caractère contractuel qu'elles doivent présenter dans les rapports d'une entreprise financière avec un gouvernement libre, mais il ne faudrait pas en inférer que la banque n'accepte de négocier avec le pouvoir que lorsque telle est sa convenance. Une affirmation aussi absolue serait loin d'être exacte. Les circonstances particulières dans lesquelles la nouvelle banque était montée lui imprimaient dès l'origine le caractère d'une banque nationale. Il ne faut pas oublier que le concours du gouvernement lui avait été indispensable, après trois années de pénibles efforts, pour le placement de ses actions ; puis en tête des premiers souscripteurs venaient les consuls, leurs parents, leurs amis, leurs ministres et de nombreux fonctionnaires. L'influence de l'Etat se manifeste donc dès le jour de la naissance de la banque, avec comme corollaire forcé, une certaine dépendance de celle-ci par rapport au pouvoir.

Seulement cette subordination est, dans une certaine mesure, dissimulée par l'organisation intérieure qui est adoptée. L'assemblée des actionnaires avait voté les statuts ; l'Etat n'y avait aucun représentant officiel. L'administration était confiée à *deux* corps correspondant *l'un* à un *conseil d'administration*, l'autre à la *direction* : un conseil composé de 15 membres qui prenaient le titre de régents élus par l'assemblée générale des actionnaires ; d'après les statuts primitifs de l'an VIII, cette assemblée était composée seulement des 200 plus

forts actionnaires. Le Conseil des Régents choisissait parmi ses membres trois agents chargés de l'administration et formant le Comité central investi de la direction des affaires de la banque en général. Ces opérations devaient consister surtout dans l'escompte des effets de commerce, les avances sur effets publics et l'ouverture des comptes courants. Elle n'avait pas encore le privilège exclusif d'émettre des billets de circulation à vue et au porteur, cette faveur ne devait lui être accordée que trois ans plus tard par la loi du 24 germinal an XI (avril 1802).

Au début, dans l'assemblée destinée à approuver les statuts, tous les actionnaires furent convoqués. A cette assemblée les actionnaires se réunirent et votèrent d'après un mode particulier spécial à la Banque de France et qui, d'ailleurs, est toujours en vigueur : il se caractérise par ce fait que l'assemblée se compose des 200 plus forts actionnaires ; de plus, pour disposer d'une voix, il faut disposer de cinq actions, enfin, un actionnaire ne peut avoir plus de quatre voix ; tel était le régime primitif. Mais en 1806 une légère modification fut apportée : désormais, chaque actionnaire, quel que soit le nombre de ses actions, ne peut disposer que d'une voix. Voilà comment la liberté de la Banque a été comprise dès l'origine, et l'on aperçoit aussi que dès cette époque la banque s'est rapprochée du type de la société anonyme où chacun n'est responsable que jusqu'à concurrence de son action, les administrateurs

n'engageant leur responsabilité que s'ils dépassent la limite de leurs attributions.

Cette organisation de la Banque de France la différenciait en même temps des établissements de crédit qui l'avaient précédée et qui avaient fusionné avec elle. En effet la Caisse des comptes courants n'était pas une société anonyme, mais une commandite par actions administrée par des gérants personnellement et solidairement responsables. Cette forme avait été adoptée comme la plus propre à assurer le succès de l'entreprise. Si la création de la Banque de France reposait sur l'initiative privée, cette initiative avait été puissamment aidée par le concours de l'Etat. Celui-ci avait favorisé la souscription de son capital et, de plus, il avait accordé à l'entreprise l'anonymat comme un avantage en raison de l'irresponsabilité complète qu'il engendre. La banque ainsi organisée devait être avant tout une banque d'escompte et prêter au gouvernement. Elle devait se mettre à la place des sociétés de crédit antérieures, avec cette différence toutefois qu'elle pouvait compter d'une façon toute particulière sur l'appui du gouvernement. Elle recevait aussi des dépôts en compte courant, mais elle ne fournissait aucun intérêt pour ces dépôts. L'idée prédominante à cette époque était que la banque en les acceptant rendait service à ceux dont elle détenait les fonds et leur servait de caissier à titre gratuit. En même temps qu'elle recevait des dépôts, elle avait été chargée d'organiser une sorte de caisse

d'épargne à l'usage des capitalistes, et pour ce service elle servait un intérêt. C'est dans ces conditions qu'elle a fonctionné jusqu'en 1803.

A cette époque l'appui du gouvernement allait se manifester plus nettement. Il avait acquis plus de force, la situation financière était devenue meilleure, la Banque de France devait en subir l'influence. Son avenir apparaissait comme plus solide. La confiance du public venait à elle ; aussi une loi du 24 germinal an XI (14 avril 1803) lui conféra une organisation définitive. Elle lui attribue le *monopole de l'émission des billets de circulation à vue* et au porteur pour *trois ans*, mais pour Paris seulement. Toutefois, aucune banque d'émission ne pourra être créée dans les départements sans l'autorisation de l'Etat.

Avec cette nouvelle réglementation le caractère de la banque change, et, d'entreprise libre simplement protégée par l'Etat, elle se transforme en une banque d'émission avec monopole d'Etat, le billet de banque devient une monnaie, et c'est à l'Etat qu'il appartient d'en réglementer la fabrication et l'émission. En outre le capital de la banque est porté à 45 millions et il lui est enjoint d'avoir à s'entendre avec les autres sociétés qui émettaient à cette époque des billets et dont la plus importante était à cette époque la *Caisse d'Escompte du commerce*. Ce dernier établissement protesta quelque peu contre cette décision. Il fit remarquer qu'il avait mieux réussi que la Banque de France, bien que n'ayant

pas eu l'avantage d'être soutenu par l'Etat, et il citait des chiffres qui venaient à l'appui de ses dires (30 millions de billets en circulation librement acceptés en 1803 pour un capital versé n'excédant pas 6 millions). La Banque de France n'avait pas atteint ce résultat, bien qu'elle eût à la fois la protection de l'Etat et un capital versé dépassant de plus de 24 millions celui de l'établissement précité. Celui-ci se soumit cependant, et la plupart de ses actionnaires devinrent membres de la Banque de France.

Le mode d'administration de la banque ne fut pas modifié en 1803, elle comprenait toujours 15 *régents* comme conseil d'administration, *trois régents* comme directeurs. Il en fut ainsi jusqu'en 1805, époque à laquelle elle faillit sombrer à la suite d'une aventure fort désagréable. La *Banque des Négociants réunis* avait mis en circulation des lettres de change que la Banque de France avait escomptées. Les Négociants réunis n'ayant pu faire honneur à l'échéance, la situation de la Banque de France devint très mauvaise. Elle avait bien alors cent millions en portefeuille, mais elle consentait 600 millions d'escompte par an. L'inquiétude se manifesta chez les porteurs de billets qui réclamèrent leur argent. Le gouvernement dut prendre des mesures : il ordonna de ralentir les paiements et de ne pas acquitter plus de 60.000 francs par jour. Heureusement la victoire d'Austerlitz ramena la confiance (2 décembre 1805). Toutefois, il n'était pas douteux que la banque

avait commis une faute très grave en augmentant d'une façon exagérée la quantité des billets mis en circulation et qui lui avaient servi à escompter toutes les traites provenant de la Compagnie des Négociants réunis. Aussi le gouvernement désireux d'éviter le retour d'une semblable crise, décida qu'il y avait lieu de refondre les statuts de la banque et de la placer sous une surveillance plus étroite de l'Etat. Ce fut l'objet de la loi du 22 avril 1806. Cette loi remplace le Comité central chargé de la direction des opérations, nommé par les actionnaires, par un Gouverneur et deux Sous-Gouverneurs nommés par le chef de l'Etat, sur la proposition du ministre des finances. De plus, le conseil de régence dut comprendre désormais cinq manufacturiers ou commerçants et trois receveurs généraux ; en même temps, le capital de la Banque est doublé et porté à 90 millions. Un décret du 16 janvier 1808 arrête les statuts fondamentaux de la Banque de France tel qu'ils existent encore aujourd'hui. Les opérations de la Banque, dit l'article 9 consistent : « 1° A escompter à toutes personnes des lettres de change et autres effets de commerce à ordre, à des échéances déterminées qui ne peuvent excéder trois mois et souscrits par des commerçants et autres personnes notoirement solvables (Texte modifié par l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897).

2° A se charger pour le compte des particuliers et des établissements publics du recouvrement des effets qui lui sont remis.

3° « A recevoir en compte courant les sommes qui lui sont versées par les particuliers et les établissements et à payer les dispositions faites sur elle et les engagements pris à son domicile jusqu'à concurrence des sommes encaissées.

4° « A tenir une caisse des dépôts volontaires pour tous titres, lingots, monnaie d'or et d'argent de toute espèce. »

On remarquera que la loi de 1806, ainsi que les statuts fondamentaux de 1808 assignent la première place, parmi les diverses opérations de la Banque, à l'escompte des effets de commerce. C'est qu'en effet la Banque était avant tout destinée à être une banque d'escompte et que l'émission devait lui en fournir les moyens. Telle était l'opinion de Napoléon. Au cours de la discussion de la loi du 22 avril 1806 il avait dit : « Je ne conçois clairement dans les opérations de la banque que l'escompte et j'attribue la dernière crise de cet établissement, la plus forte qu'on ait éprouvée depuis Law, à ce que l'escompte a été mal fait. » La même appréciation est contenue dans une note expédiée du Havre le 29 mai 1810 à la Banque de France par ordre de l'Empereur et par l'entremise du Comte Mollien, ministre des Finances : « La destination du capital de la Banque de France n'a pas été de donner à la Banque les moyens propres d'exploiter son privilège ; ce capital n'est pas l'instrument de ses escomptes, car ce n'est pas avec son capital qu'elle peut escompter ; son

privilège consiste à créer, à fabriquer une monnaie particulière pour ses escomptes. » Par conséquent, si la Banque reçoit le privilège de l'émission, c'est uniquement pour lui permettre l'escompte du papier qui lui est présenté. « L'escompte était d'ailleurs, écrit M. P. Loubet, la seule opération qui fût susceptible d'un certain développement. En fournissant en effet des billets au porteur et à vue à ceux de ses clients qui lui remettaient des lettres de change ou des billets à ordre, la Banque pouvait selon l'état de ses besoins répondre aux demandes de crédit sans recourir à ses réserves métalliques qui n'eussent pas suffi à les accueillir en grand nombre. L'escompte était en même temps, grâce aux garanties dont s'entourait la Banque, une opération aussi sûre que possible. Elle présentait même cet avantage que la constitution d'un solide portefeuille ajoutait au gage de remboursement des billets. La circulation avait ainsi pour garantie partielle la réserve métallique et pour garantie supplémentaire les effets escomptés par la Banque, il était donc naturel que l'escompte fût l'opération principale de la Banque de France » (Loubet, *La Banque de France et l'escompte*, Thèse, Paris, 1900, p. 28).

En ce qui concerne son organisation, la Banque de France n'a pas subi de grand changement au cours du XIX^e siècle. La loi du 17 novembre 1897 relative au renouvellement du privilège de la Banque de France est venue seulement dans son article 3 interdire tout cu-

mul d'un mandat législatif avec les fonctions de Gouverneur de la Banque. Le gouverneur qui touche un traitement annuel de 60.000 francs doit posséder 100 actions qui sont la garantie de sa gestion. Chaque sous-gouverneur touche 30.000 francs et doit déposer 50 actions de la Banque en garantie. Les membres du Conseil ne reçoivent aucun traitement, mais sont rémunérés par des jetons de présence. Les 18 membres composant le Conseil se répartissent en 5 comités (Comité d'escompte, comité des billets, comité des livres et portefeuille, Comité des caisses, comité des relations avec le Trésor). Le Conseil général n'est accessible qu'aux membres qui possèdent trente actions ; dix suffisent pour entrer au conseil d'escompte. Toutes ces actions sont inaliénables pendant la durée des fonctions de leur titulaire. Chaque année au mois de janvier se réunit l'Assemblée générale composée des 200 plus forts actionnaires de nationalité française et inscrits sur les registres depuis au moins six mois. Elle élit les régents et les censeurs : les premiers administrent, les seconds surveillent. Le gouverneur préside l'Assemblée générale, les comités et le Conseil général. Il nomme, révoque ou destitue les agents de la Banque de France à tous les degrés de la hiérarchie administrative.

Le premier gouverneur de la Banque de France fut Crétey. Il appliqua un programme nettement étatiste. D'après lui, la Banque devait chercher le plus possible à élargir le cercle de ses affaires en vue de devenir une

Banque d'Etat capable de concentrer tous les services dont le Trésor se charge. Aujourd'hui encore certains financiers estiment que la Banque de France devrait avoir dans ses attributions le service du mouvement des fonds, ce qui permettrait de supprimer les trésoriers-payeurs généraux. Crété fut remplacé en 1807 par le Comte Jaubert. Pendant la durée de ses fonctions, les opérations de la Banque prirent une notable extension en province. C'était par application de la loi du 22 avril 1806, qui prévoyait la création de comptoirs provinciaux organisés sur le modèle de la Banque de Paris et pratiquant l'escompte dans les mêmes conditions (exigence de trois signatures sur les effets présentés). Des comptoirs furent ainsi successivement créés à Lille, Lyon et Rouen. En 1814, cette organisation fut modifiée pour la province. Aux comptoirs furent substituées des banques départementales ayant le droit d'émettre des billets dans leur région sur le modèle de la Banque de France. Ces banques furent établies, à Rouen le 17 mai 1811 ; à Nantes, le 11 mars 1818 ; à Bordeaux, le 23 décembre 1818 ; à Lyon, le 29 juin 1835 ; à Marseille, le 29 septembre 1835 ; à Lille, le 29 juin 1836 ; au Havre, le 28 août 1837 ; à Toulouse, le 11 juin 1838 ; à Orléans, le 8 novembre 1838. Aujourd'hui la Banque de France a des succursales dans toutes les villes importantes.

Par un décret du 2 juin 1848, les banques départementales furent supprimées et réunies à la Banque

centrale. Leurs 1.150 actions vinrent se joindre aux 90.000 de la Banque centrale, ce qui porta le nombre total à 91.150.

Ces actions émises à 1.100 francs dont 100 appliquées à la réserve sont nominatives. Il est délivré à chaque actionnaire un certificat qui lui tient lieu de titre. Le dividende est payable par semestre, à partir du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet.

Au début, nous l'avons dit, la Banque avait été considérée comme fondée avant tout dans le but de faire l'escompte et de prêter au gouvernement. Celui-ci ne se fit pas faute de lui demander des fonds. De 1803 à 1806 l'Etat s'était fait avancer par la Banque 500 millions de francs.

En 1821, le gouvernement pour liquider les dettes de la France envers l'étranger avait besoin de 100 millions. La Banque en fournit immédiatement 60 et le reste peu de temps après. En 1830, elle prêta 292 millions à l'Etat et 231 millions en 1831. Les services rendus par la Banque de France au gouvernement furent reconnus par M. Thiers dans la séance de la Chambre des députés du 20 mai 1840 (Boyer-Fraisse, *Thèse*, p. 19). En 1840, le monopole d'émission de la Banque qui venait à expiration le 24 septembre 1843 fut prorogé jusqu'en 1860 et la Banque fut autorisée à créer des coupures de deux cents francs. A la même époque, fut agitée la question de savoir s'il ne convenait pas de faire participer l'Etat au bénéfice de la Banque. En ce

sens on invoquait l'idée que l'émission des billets étant la fonction principale de la Banque et les billets étant considérés comme une monnaie, la Banque ne peut y procéder que par délégation de l'Etat. Par suite, elle doit tenir compte au gouvernement d'une partie des bénéfices qu'elle a réalisés. Mais l'idée fut rejetée à cette époque pour éviter que la Banque ne fût amenée à augmenter ses bénéfices au détriment du public. Or, il importait au commerce que la Banque pratiquât l'escompte dans les conditions les plus douces. En 1848 une crise éclata pour la Banque, conséquence des événements politiques de cette époque. Les porteurs de billets demandèrent leur remboursement et dans la période comprise entre le 28 février et le 15 mars 1848 l'encaisse de la Banque disparut presque totalement. Le ministre des finances Godchaux dut recourir à une mesure radicale, il décréta le cours forcé. Puis en même temps que les particuliers venaient réclamer leurs dépôts et le remboursement de leurs billets l'Etat reprenait à la Banque les quatre cinquièmes des sommes qu'il y avait toujours déposées. Ce fut pour conjurer les effets de cette panique qui menaçait l'existence même de la Banque que le capital des banques de province fut réuni à celui de la Banque centrale, et c'est de cette année 1848 que date véritablement la puissance de la Banque de France qui devient l'établissement unique et central d'émission des billets. Les actionnaires des banques départementales entrèrent dans la même qualité à la Banque centrale

à égalité, c'est-à-dire qu'il leur fut attribué une action de 1.000 francs en échange d'une action de même valeur de la Banque centrale. Le capital de la Banque ainsi complété fut porté à 91.250.000 francs.

Depuis 1848, l'organisation essentielle de la Banque de France a subsisté sans grave modification. Notons toutefois qu'aux termes d'une loi du 10 juin 1857 la Banque s'est engagée à fournir au Trésor au fur et à mesure de ses besoins une avance de 60 millions portant intérêt au taux d'abord de 3 0/0, taux réduit à 1 0/0 en 1878. Les avances faites à l'Etat ont été portées par la loi du 17 novembre 1897 au chiffre de 180 millions qui se décomposent ainsi :

60 millions en vertu de la loi de 1857 ; 80 millions en vertu des lois des 13 juin 1878 et 30 mars 1888, prorogées successivement par des lois de finances ; 40 millions en vertu de la convention du 31 octobre 1896. Ces avances ont cessé de porter intérêt au profit de la Banque depuis le 1^{er} janvier 1896.

On sait qu'en 1870 après la déclaration de guerre le gouvernement décréta de nouveau le cours forcé des billets de banque. Puis, du 18 juillet 1870 au 3 juillet 1871, le gouvernement emprunta à la Banque à diverses reprises des sommes dont le total atteignit 1.470 millions qui ne furent définitivement remboursées que le 14 mars 1879.

On voit par là quel précieux concours la Banque n'a cessé de fournir à l'Etat depuis sa création, et elle peut

être appelée à rendre des services encore plus considérables en cas de guerre. Il est aujourd'hui démontré par les spécialistes que, pour entretenir une armée de 1 million d'hommes en campagne, il faut plus de 7 millions par jour. Ce sont là les dépenses occasionnées exclusivement par les besoins de l'armée. Mais incontestablement de nouveaux capitaux seront nécessaires pour parer au renchérissement inévitable des denrées et aux multiples dépenses imposées par la nécessité de fournir des secours à toute une population réduite à la détresse. Dès lors, les camps de mobilisation militaire seront inefficaces s'ils ne peuvent s'appuyer sur une mobilisation financière des plus sérieusement étudiées (Voir Capitaine Painvain, *La préparation financière à la guerre*, *Revue du Cercle militaire*, décembre 1902 et janvier 1903 ; Sayous, *Les banques allemandes*, *Revue politique et parlementaire*, 1899, t. III, p. 311). M. Sayous a pu dire, non sans raison : « C'est peut-être autant à ses financiers qu'à ses généraux que l'Allemagne contemporaine doit sa grandeur et sa puissance. Il importe donc que la France ait une organisation financière résistante et c'est à ce point de vue que le colossal stock métallique de la Banque de France constitue une sûreté pour elle. La puissance des ressources que la France détient ainsi a été en maintes circonstances précieuse à notre diplomatie. C'est ainsi que, lors de la conférence d'Algésiras, ce fut l'influence des financiers de Berlin qui amena le gouvernement

allemand à se départir de son intransigeance (Lewandowski, *Le marché de Paris*, *Revue économique internationale*, 1906, t. II, p. 223, et Viviani, *Revue socialiste*, avril 1897, p. 391 et suiv.).

Si la Banque de France est utile à l'Etat, elle n'est pas moins précieuse au commerce et à l'industrie nationaux. M. Leroy-Beaulieu a dit, avec raison, qu'« elle est la ressource et la garantie suprême du pays en temps de crise économique et en temps de danger social. Elle est la banque des banquiers, c'est dire qu'elle sauve au moment opportun le public des ruines qui pourraient résulter des fautes des grandes banques particulières ». D'ailleurs en agissant ainsi la Banque ne s'inspire pas seulement d'une pensée altruiste, elle cherche à se défendre elle-même, elle est guidée par son propre intérêt. Il ne faut pas oublier en effet qu'elle est en compte courant avec tous les établissements de crédit. Or, dans la période d'activité commerciale et industrielle qui précède généralement une crise, les dépôts effectués chez elle par les établissements de crédit augmentent. Si la Banque refuse de leur venir en aide, ces établissements vont immédiatement exiger le remboursement de leurs dépôts. La Banque ne pourra conjurer l'embarras où elle risquera de tomber qu'en puisant dans sa réserve ou en augmentant son émission. Or, l'un ou l'autre procédé sont également nuisibles à son crédit. Quand elle touche à sa réserve, elle diminue le gage de ses billets et par là même la confiance du public en leur convertibilité. Si

elle augmente son émission, elle ne regagne cependant pas la confiance car le public est porté à se méfier des émissions faites dans les périodes de trouble. Aussi, Bagehot a dit fort justement relativement à la Banque d'Angleterre : « Le seul plan que la Banque puisse adopter avec sécurité c'est la bravoure. C'est de prêter en temps de panique sur toutes les garanties possibles, sur tous les titres sur lesquels on avance ordinairement de l'argent, cette conduite peut seule sauver la Banque, si elle ne la sauve pas, rien ne saurait la sauver. En temps ordinaire, la Banque n'est qu'un des nombreux établissements qui font des avances sur titres ; en temps de panique au contraire, elle se trouve le seul établissement qui puisse en faire. Or, ce que nous désirons encore par dessus tout c'est que le temps extraordinaire des paniques ressemble autant que possible aux temps ordinaires » (*Lombart street ou le Marché financier en Angleterre*, Paris, traduction française Germer Baillière).

Donc, en continuant à accorder son crédit, même dans la période de crise, la Banque sera peut-être obligée de consentir des sacrifices considérables, mais, en sauvant les banquiers qui l'entourent, elle échappera elle-même au danger.

En fait, la Banque est venue souvent au secours des établissements privés. Ce fut d'abord le cas, lors de l'effondrement de l'Union Générale en 1882. Pendant l'année 1881 qui avait été marquée par une prospérité très grande, toutes les valeurs et surtout les actions de

l'Union Générale avaient suivi une marche ascensionnelle non interrompue. C'est ainsi qu'en moins de deux mois, du 4 août 1885 au 1^{er} octobre de la même année, elles passèrent de 1.460 à 2.370 francs alors qu'en janvier 1881 elles n'étaient cotées que 1.000 francs. Malheureusement cette hausse provoquée par la spéculation ne correspondait pas à des profits réels. Et cependant, elle augmentait toujours : en décembre 1881, les actions de l'Union Générale avaient atteint 2.880 francs. Mais dès les premiers jours de janvier 1882 une baisse se produit, elle se dessine timidement d'abord, puis elle s'accroît avec une rapidité effroyable et le 26 janvier le cours des actions était descendu à 950 francs ; le 2 février l'Union Générale est déclarée en faillite. Comme l'exception de jeu était encore possible (la loi du 28 mars 1885 vint plus tard la supprimer en matière d'opération de Bourse), les perdants se refusèrent à verser aux agents de change de Paris et de Lyon le montant de leurs différences et ceux-ci ne purent faire honneur à leurs engagements qu'en recourant à l'intervention de la Banque de France. Celle-ci avança aux premiers sur garantie de titres et de papier de premier ordre une somme de 80 millions ; plus tard elle consentit au Parquet de Lyon une avance de 300 millions (Théry, *La France économique et financière pendant le dernier quart du siècle*, Paris, 1900, p. 231, et Thaller, *De la faillite des agents de change*, 1883).

En 1889 et 1891 la Banque de France intervint encore

pour assurer la liquidation de deux importantes sociétés de crédit : le Comptoir d'Escompte et la Société des Dépôts et Comptes courants. Le Comptoir d'Escompte s'était trop fortement engagé dans des spéculations sur les cuivres. Une avance de 130 millions consentie par lui à la Société des Métaux qui cessa ses paiements peu après occasionna sa perte. Par suite le Comptoir d'Escompte fut mis lui-même dans l'impossibilité de continuer ses paiements. Les déposants accourus à ses guichets demandaient en foule leur remboursement. En deux jours le Comptoir d'Escompte restitua soixante-dix millions ; mais il avait encore à faire face à de nouvelles demandes et ses caisses étaient vides. Ne pouvant réaliser les effets qu'il avait en portefeuille parce que ceux-ci n'étaient pas encore venus à échéance, le Comptoir d'Escompte fit appel à la Banque de France par l'intermédiaire du ministre des finances, M. Rouvier. Celle-ci se décida à avancer au Comptoir d'Escompte une avance de 140 millions, grâce à laquelle il put achever le remboursement de ses dépôts, procéder à une liquidation et se reconstituer sur de nouvelles bases, de sorte que la Banque de France ne subit aucune perte (E. Théry, *op. cit.*, p. 277).

Deux ans plus tard, en 1891, la Banque de France consentit dans des circonstances analogues une avance de 40 millions à la Société des Dépôts et Comptes courants, qui était entrée en liquidation à la suite de spéculations malheureuses. Grâce à ce concours tous les dépôts pu-

rent être remboursés et aucune panique ne se produisit (*Compte rendu de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de France*, 1891).

En 1906 et en 1907, la Banque, se conformant d'ailleurs à des précédents, a même fourni son appui financier à l'étranger. C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1906 la Banque d'Angleterre eut à satisfaire à des demandes d'or considérables de la part de l'Égypte, du Brésil et des Etats-Unis (V. *l'Economiste européen*, *chronique monétaire*, 7 décembre 1906 ; et Arminjon, *La crise financière actuelle*, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} septembre 1907). La Banque de France n'hésita pas à lui fournir 75 millions en or, et un an après, à l'automne 1907, l'Angleterre ayant à faire face à une nouvelle demande d'or, émanant surtout des Etats-Unis, la Banque de France envoya à Londres sur une simple dépêche 80 millions en eagles américains. On a reproché, à cette époque, à la Banque de France de s'être désintéressée de la crise monétaire américaine. Cette critique est complètement inexacte. La Banque, d'après ses statuts, ne pouvait envoyer directement aux Etats-Unis des sommes pour lesquelles le gouvernement fédéral refusait sa garantie, et c'est pour ce motif qu'elle passa par l'intermédiaire du marché de Londres, plus intéressé que le nôtre à la prospérité des Etats-Unis (V. *l'Economiste européen* du 29 novembre 1907, p. 676, et Raffalovich, *La crise américaine*, *Bulletin mensuel de la Fédération des industriels et commerçants français*,

n° 52, p. 126). Par là, la Banque de France est arrivée à atténuer la répercussion des crises étrangères sur notre marché et l'on peut dire qu'elle est en état de fournir son assistance à tous les pays.

Le chemin parcouru depuis 1800 est donc considérable et les fonctions de la Banque se sont singulièrement élargies, c'est ce qui nous amène à traiter brièvement des fonctions de la Banque en général.

CHAPITRE PREMIER

LES FONCTIONS ACTUELLES DE LA BANQUE DE FRANCE.

Lors de sa fondation, elle avait pour mission principale de pratiquer l'escompte et de consentir des prêts au gouvernement. A titre de compensation, elle avait obtenu la faculté d'émission. Or, au cours du siècle, l'importance de ses opérations d'escompte a diminué. Au contraire, son rôle comme banque d'émission a augmenté sans cesse. En même temps, elle est devenue, dans une certaine mesure, une banque de dépôts et elle a consenti assez largement les opérations d'avances sur titres.

1° Les *opérations d'escompte* de la Banque de France ont diminué d'importance ; c'est ainsi que le chiffre des escomptes, qui s'élevait déjà à 117 millions en 1800, qui atteignait 14 milliards en 1873 (Loubet, *Thèse*, p. 28 et suiv.), tombait à 11 milliards en 1898, à 9.936 millions en 1901, à 10.967 millions en 1905. Ces chiffres ne paraissent pas, il est vrai, venir à l'appui de la proposition que nous avons avancée, mais son exactitude ressort de la comparaison du montant des escomptes avec l'ensemble des opérations de la Banque de France : « En 1895, les opérations de la Banque s'élèvent à

123 milliards sur lesquels les opérations productives ne figurent que pour une somme de 13.778 millions et les escomptes pour 8 milliards. En 1896, le montant des opérations est de 106 milliards 596 millions, le chiffre des escomptes de 9.924 millions, soit moins de 10 0/0 (Loubet, *Thèse*, p. 31). De plus, les opérations d'escompte pratiquées par la Banque de France ont un caractère tout particulier : « La Banque de France est tenue par ses statuts de n'admettre que du papier à trois signatures. » C'est donc non pas une banque d'escompte, mais un établissement de réescompte. Entre elle et le commerce s'impose, comme un écran, une banque indépendante : banquier privé ou société de crédit. Le papier commercial ne va donc pas directement à elle, Banque de France ; il subit préalablement une sélection par l'intervention rémunérée du banquier escompteur » (Charles Brouilhet, *Le nouveau régime de la Banque de France*, p. 13). Ce n'est pas le commerçant dont les affaires sont très développées qui s'adresse à la Banque de France, mais bien le petit négociant qui se présente au guichet de la Banque pour obtenir, par l'intermédiaire d'un banquier, l'escompte des effets qu'il a en portefeuille ; ou encore c'est le banquier lui-même qui va demander le réescompte des effets déjà escomptés par lui. La preuve en est dans la diminution de la moyenne du capital escompté. La moyenne des effets escomptés par la Banque s'élevait en 1826 à plus de 2.600 francs, il était tombé à 1.000 francs, en 1870

et descendu à 588 francs en 1901. M. Neymarek rapporte qu'en 1905 la moyenne des effets escomptés à Paris était de 573 francs ; ils étaient à échéance très courte, en moyenne de 20 jours pour Paris en 1905.

Dans cette même année 1905, sur 7.317.969 escomptés à Paris, 3.280.945 étaient de 5 à 100 francs. Le rapport du nombre des petits effets au nombre total des effets escomptés à Paris était de 47 0/0, ce qui prouve bien que c'est le petit commerce qui s'adresse à la Banque de France.

Cette transformation dans les fonctions de la Banque est expliquée par M. Leroy-Beaulieu de la manière suivante : « Toute grande banque occupant l'échelon le plus élevé dans un pays et investie du privilège de l'émission cesse par là même et doit cesser d'être la dispensatrice habituelle du crédit même à courte échéance, sous la forme d'escompte, du moins en temps normal. Elle devient alors la gardienne de la réserve métallique du pays, régulatrice de la monnaie fiduciaire, la caisse générale des banquiers, la ressource et la garantie suprême du pays en temps de crise économique et en temps de danger national. Or, cette fonction, par toute la prudence et la circonspection qu'elle nécessite, n'est pas compatible avec une grande activité des escomptes en temps habituel. La Banque de France peut et doit être une banque de réescompte dans les temps difficiles ; il ne lui est pas loisible de distribuer largement l'escompte dans les temps régu-

liers » (Leroy-Beaulieu, *l'Economiste français* du 5 juin 1897).

2° Par contre le rôle de la Banque *au point de vue de l'émission* est allé sans cesse en croissant. Dès le début, le chiffre des billets émis par la Banque s'élève rapidement. En 1804 il est de 69 millions ; en 1812, il atteint 133 millions ; en 1822, il dépasse 200 millions. En 1880 il atteint 2 milliards 481 millions ; en 1900, 4.210 millions ; en 1906, 4.905 millions. Le pouvoir d'émission de la Banque, libre jusqu'en 1848, limité à 350 millions par le décret du 15 mars 1848, et élevé à 452 millions par l'absorption des banques départementales le 27 avril 1848, redevient libre avec la loi du 10 août 1850. Mais l'établissement du cours forcé en 1870 obligea le gouvernement à faire restreindre par mesure législative la liberté de l'émission et la loi du 12 août 1870 limita la circulation des billets à 1.800 millions. Cette limite a été constamment étendue depuis. Elle a été portée à 4 milliards en 1893, à 5 milliards par la loi du 17 novembre 1897, enfin à 5.800 millions par la loi du 9 février 1906 (Cf. Neymarek, *La Banque de France de 1880 à 1905*, *Le Rentier* du 7 février 1906).

3° En même temps, la Banque de France est devenue *une banque de dépôt*. Seulement ici la Banque de France n'a pas pris une place dominante parmi les diverses sociétés de crédit, quoique le chiffre de ses opérations soit allé sans cesse en augmentant, et la raison en est

facile à apercevoir. Les sociétés de crédit ordinaires font des opérations non seulement avec leur capital qui serait insuffisant, mais avec les dépôts que leur confient leurs clients. Or, à raison de l'émission des billets, la Banque de France s'exposerait à de graves dangers si elle devait faire face en peu de temps et à la fois à un grand nombre de demandes de remboursement de billets et de dépôts : « Le danger des banques d'émission vient plutôt du retrait des dépôts que de la demande de remboursement des billets, ce danger est d'autant plus grand que ces dépôts se font par masses considérables et qu'ils appartiennent à de grands commerçants, surtout à des banquiers, plus encore à des gouvernements étrangers .. Aussi, l'habitude s'est prise parmi les grandes banques nationales de ne servir aucun intérêt sur les dépôts pour ne pas en provoquer l'affluence » (Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, t. III, p. 602). Aussi, la Banque ne sert aucune rémunération aux personnes qui lui confient des valeurs. Cependant depuis vingt-cinq ans, le mouvement des dépôts de titres à la Banque de France a pris une grande extension en raison de la confiance qu'elle inspire au public. Le nombre des déposants a presque quadruplé, le nombre des titres déposés a plus que quadruplé et le montant des sommes représentées par ces dépôts a également quadruplé. C'est ainsi que le nombre des déposants s'élevait en 1880 à 21.767 pour Paris, les sommes déposées à 1.569 millions ; en 1905, le nombre des déposants pour

Paris avait atteint 78.218 et le montant des sommes déposées 6.224 millions. En même temps la Banque de France reçoit des dépôts de titres dans ses succursales de Bordeaux, Lille, Lyon et Marseille. Le nombre de ses déposants en province est passé de 5.601 en 1880 à 11.761 en 1905, et les sommes déposées de 331 millions en 1880 à 756 millions en 1905. La Banque encaisse et paie les arrérages de ces valeurs gratuitement et elle se charge de libérer, échanger et faire timbrer les titres, mais moyennant une commission qui est de 1 franc pour 1.000 francs sur les versements effectués pour libérer les titres.

Enfin 4° la Banque consent des *avances sur titres* à ses clients, mais il est nécessaire que la Banque se montre très prudente dans ce genre d'opération. Elle ne doit consentir d'avance à ses clients et n'ouvrir de crédit que contre des garanties sérieuses, et, en effet, dans l'accomplissement de ce service, la Banque est obligée de se conformer à des règles très strictes, car il importe qu'elle évite de se trouver à découvert et qu'elle ne soit pas contrainte de prendre sur ses réserves. L'article 2 § 5 des statuts primitifs qui régissaient la Banque prévoyait déjà le service des avances sur titres : « Les opérations de banque consistent... 5° à se charger, pour le compte des particuliers et pour celui des établissements publics, de recouvrer le montant des effets qui lui sont remis et à faire des avances sur le recouvrement de ces effets lorsqu'ils paraîtront certains. » La même disposi-

tion est aussi reproduite par l'article 16 des statuts fondamentaux de 1808 : « La Banque peut faire des avances sur les effets publics qui lui sont remis en recouvrement lorsque les échéances sont déterminées. »

Cependant, à l'origine, la Banque n'acceptait pas de se livrer à des opérations de ce genre. Elle donnait comme raison de son abstention qu'il était imprudent pour un établissement naissant de se lancer dans des opérations encore mal connues et qui n'offraient pas une sécurité suffisante à cette époque de transition, étant donné surtout que la confiance dans le régime napoléonien était loin d'être complète. D'autre part le chiffre des valeurs mobilières, qui représentent aujourd'hui la majeure partie du patrimoine des particuliers, était insignifiant au début du xix^e siècle. Ce fut seulement vers la seconde moitié du premier Empire que la Banque de France, après quelques hésitations, se décida à étendre ses opérations de ce côté et à organiser le service des avances.

Ce service commença d'abord à fonctionner dans les relations de la Banque avec l'Etat. Plus tard seulement, les particuliers furent appelés à bénéficier de ces avantages. Il était naturel qu'il en fût ainsi, car la Banque était destinée à rendre avant tout à l'Etat les services dont il pouvait avoir besoin. Nous avons constaté déjà l'importance des avances que la Banque est obligée de consentir à l'Etat. En insistant sur l'insertion de l'article 16 dans les statuts fondamentaux, le gouvernement

avait surtout voulu se ménager la possibilité d'obtenir de la Banque des avances. Napoléon I^{er} commença par lui en demander sur les obligations des trésoriers-payeurs généraux. A la fin du premier Empire, l'importance des avances consenties à l'Etat augmenta en raison de celles qui étaient faites sur les bons du Trésor, bons qui, étant à trois mois, constituaient de véritables valeurs mobilières à échéance déterminée, mais le service ne fonctionnait pas encore pour les particuliers.

D'abord très modestes à l'origine, les avances ont acquis par la suite une importance considérable. Voici quelques chiffres qui indiquent la progression très rapide et toujours croissante de ce service depuis 1880.

Années	Avances sur titres (millions)	Comptes courants d'avances (millions)
1880	325	néant
1881	1.055	395
1885	584	306
1890	811	612
1895	1.423	1.060
1897	1.211	1.088
1900	1.657	1.540
1905	2.282	2.242
1906	2.657	2.608
1907	2.897	2.854
1908	2.651	2.622

D'après ce tableau, on peut se convaincre que les avances sur titres, après avoir eu des débuts très modestes, ont pris rapidement un développement important, qui s'explique quand on considère les services que

peut rendre ce genre d'opérations. Lorsqu'une personne qui possède des titres a besoin d'argent, sa première pensée est de les vendre pour les réaliser et les convertir en numéraire, mais elle peut avoir l'espoir d'opérer de prochains recouvrements qui lui fourniront de nouveau des disponibilités, de telle sorte qu'à bref délai elle devra effectuer le emploi de l'argent qui affluera dans sa caisse. Elle ne demande donc qu'un crédit momentané, et par suite, elle se décide à contracter un emprunt ayant pour gage ces titres au lieu de s'en déposséder. Le nantissement de ces titres forme la sûreté affectée au remboursement de cet emprunt, elle obtiendra ainsi immédiatement les sommes dont elle peut avoir besoin ; elle rentrera, quand elle le désirera, en possession des valeurs données en garantie. D'autre part, les frais de courtage et bien des complications inutiles seront évitées. Or, il n'y a pas d'établissement qui puisse inspirer plus de confiance au public, à ce point de vue, que la Banque de France. En plus de sa réputation personnelle en tant que banque, elle jouit du prestige d'un établissement de crédit qui est presque une institution d'Etat.

Aussi, dans les établissements similaires, l'importance des avances est loin d'atteindre un semblable chiffre. D'après le bilan du Comptoir National d'Escompte dressé le 31 décembre 1906, le chiffre des avances en garantie ne s'élevait qu'à 156.363.886 francs. A la même époque le chiffre des mêmes opérations était, pour le Crédit Lyonnais, de 992.598.789 fr. 24 ; tandis

qu'à la Banque de France le chiffre des avances sur titres s'élevait, en chiffres ronds, à 2.700.000.000.

Par suite des avances, la Banque rend des services signalés aux commerçants, surtout en cas de crise. Ils seraient bien embarrassés, dans une époque troublée, s'ils ne pouvaient compter sur un appui de cette nature. Comme le commerce sait qu'il pourra trouver à la Banque tous les capitaux dont il aura besoin, il se sent solidement soutenu, la Banque accomplit à cet égard une véritable mission sociale. Grâce à elle, la nécessité de vivre au jour le jour dans l'incertitude du lendemain disparaît pour les maisons de commerce. Elle leur donne la possibilité d'affronter les entreprises les plus hardies, elle soutient les initiatives par le crédit qu'elle leur accorde, par suite elle favorise la libre dispensation du crédit en aidant l'industrie de ses ressources.

Ce fut le 17 mai 1834 que fut promulguée une loi dont l'article 3 permettait à la Banque de consentir des avances sur tous les effets publics français, une ordonnance du 15 juin 1834 dressa plus tard la liste des titres sur lesquels la Banque pouvait consentir des avances, Cette liste, encore très restreinte, ne comprenait que les bons du Trésor, auxquels venaient s'ajouter uniquement les rentes françaises. Elle s'allongea par la suite, et aujourd'hui la Banque consent des avances, dont la proportion est de 80 0/0 sur les effets publics français : rente française, obligations du Trésor, bons du Trésor. Le montant de l'avance est de 75 0/0 sur les titres sui-

vants : *Chemins de fer* : Actions : Est, Lyon, Midi, Nord, Orléans et Ouest. Obligations : Ardennes 3 0/0, Avignon à Marseille 5 0/0, Bâle à Strasbourg, Bessèges à Alais, 3 0 0, Bone à Guelma 3 0/0, obligations Bourbonnais 3 0/0, Central 1855, Dauphiné 3 0/0, Est 3 0/0 et 5 0/0, Est Algérien, Genève 1856 et 1857, Havre 5 0/0 et 6 0/0, Lyon 3 0/0 et 5 0/0, Midi 3 0/0, Montereau 5 0/0, Nord 3 0 0, Orléans 3 0/0 et 4 0/0, Orsay 4 0/0 1855, Ouest 3 0 0, 4 0/0 et 5 0/0, Grande Ceinture de Paris, Ports et Chemins de fer de la Réunion, Rhône et Loire 3 0/0 et 4 0/0, Rouen 4 0/0 et 5 0/0, Saint-Etienne 5 0/0, Saint-Germain 1848-1849, La Teste, Versailles-rive-droite 1843, Victor Emmanuel 1862 (V. Décret du 3 mars 1852, art. 4).

Villes : Obligations de la Ville Paris, Bons de liquidation Paris et départements, obligations du Crédit foncier de France 1.000 francs 3 0/0, 500 francs 4 0/0, 500 francs 3 0/0, 10^{es} 4 0/0, 500 francs 4 0/0 1863, 500 francs 3 0/0 (communales) ; 5^{es}, d'obligations communales, obligations communales et départementales 1872, 300 francs, 5 0/0 1875 ; 500 francs 4 0/0, Lettres de gage 500 francs 5 0/0, communales 1870 500 francs 3 0/0, foncières 1879 500 francs 3 0/0, obligations algériennes 150 francs 3 0/0 et 500 francs 5 0/0 (Décret des 13 janvier 1869, article 1^{er} et 28 février 1880 ; Décrets du 28 mars 1852, article 1^{er}, 13 janvier 1869, article 1^{er}, et du 9 juin 1857, article 7). D'autre part le montant

des avances est de 60 0/0 sur le montant des actions de jouissance des Compagnies de chemins de fer.

L'importance du service des avances à la Banque de France est montée de 325 millions en 1880, à 2.700 millions en 1906. On peut donc dire que le compte d'avances sur titres a pris chaque année une extension de plus en plus considérable. Pour mieux comprendre le fonctionnement de ce service, nous étudierons successivement, dans deux chapitres distincts, la nature juridique de l'avance sur titres en général, puis les règles spéciales concernant l'avance sur titres à la Banque de France.

CHAPITRE II

LA NATURE JURIDIQUE ET LES RÈGLES DE L'AVANCE SUR TITRES EN GÉNÉRAL.

Parmi les manifestations de la vie économique contemporaine, l'une des plus importantes à l'époque actuelle est certainement le nantissement des créances (Guionin, *De la mise en gage des créances et spécialement de l'avance sur titres*, thèse Paris, 1907). « L'acheteur auquel l'argent manque pour conclure tel ou tel marché, le spéculateur qui ne peut régler le montant de ses différences, le commerçant qui a besoin d'une ouverture de compte, n'ont souvent pas ce crédit personnel, cette notoriété si difficile à acquérir de nos jours qui leur permettrait de trouver sans peine le capital nécessaire à la réussite de leurs entreprises ; possèdent-ils des titres, une fortune mobilière personnelle ? Rien ne leur sera plus facile que de se le procurer » (Guionin, *Thèse*, p. 2). Le créancier ne court guère que le risque d'être surpris par une baisse des titres, qui ne lui permettrait pas de trouver dans la vente du gage la contrepartie des sommes qu'il a avancées. Aussi une marge suffisante est-elle laissée entre le montant de l'avance et la valeur des titres au jour où l'avance est consentie.

Seulement le défaut de ce genre d'opération est qu'elle grève l'emprunteur d'une charge assez lourde. En effet, comme l'avance sur titres est un moyen pour les commerçants de se procurer à la Banque les capitaux dont ils ont besoin, le taux de l'avance se trouve en corrélation étroite avec le taux de l'escompte. Quand l'argent est rare, le taux de l'avance et le taux de l'escompte subissent une hausse parallèle. Ainsi, lors de la dernière crise monétaire survenue au commencement de 1907, l'élévation du taux de l'escompte par la Banque de France (3 1/2 0/0 au lieu de 3 0/0) fut précédée d'une élévation du taux des avances de 3 1/2 0/0 à 4 0/0.

Il s'agit, en définitive, de la mise en gage d'une créance. Or, cette opération, réglementée d'abord par le Code civil pour les créances à personnes dénommées (art. 1690), a été reprise en droit commercial par la loi du 23 mai 1863, qui a créé en principe autant de procédés spéciaux de mise en gage qu'il existe de catégories de titres. C'est ainsi que le transfert de garantie constate la mise en gage des titres nominatifs, l'endos de garantie joue le même rôle pour les titres à ordre, enfin la simple tradition suffit pour la mise en gage des titres au porteur. La plupart des auteurs admettent que la mise en possession de l'objet donné en gage est indispensable pour la régularité du contrat de gage et par suite du contrat d'avance sur titres. Seulement, comme le droit lui-même n'est pas susceptible de possession, celle-ci a pour objet le titre, qui est la représentation

matérielle de la créance engagée. On dit qu'en général la mise en gage des créances comporte une formalité de plus que la mise en gage d'une valeur quelconque, la loi ne se contenterait pas de la mise en possession, elle exigerait en outre, suivant la formule du titre, une signification, un transfert ou un endos de garantie ; les titres au porteur seuls, se confondant avec des objets corporels, ne seraient pas astreints à cette multiplicité de formes.

Toutefois, pour certains auteurs, la mise en possession ne serait pas nécessaire pour la mise en gage des créances civiles ou des créances négociables (nominatives ou à ordre). La constitution de gage comporterait une mesure de publicité originale variable suivant la nature du titre (signification, transfert ou endos de garantie, qui rendrait inutile la mise en possession. Celle-ci se bornerait à jouer le rôle de publicité pour le nantissement des objets corporels et des titres au porteur (Thaller, *Traité de droit commercial*, 3^e édition, 1904 ; Colmet de Santerre, *Cours analytique de droit civil*, t. VIII, n^o 302 bis).

Mais la jurisprudence est d'un avis contraire, et elle exige avant tout, pour la validité du gage, la remise du titre. Elle accorde la préférence à la mise en possession plutôt qu'aux formalités qui sont destinées à porter le contrat de gage à la connaissance du débiteur engagé. « Pour elle, écrit M. Guionin, la mise en possession par remise du titre constitue donc la mesure de publicité

par excellence du nantissement sur créances (*Thèse*, p. 15).

Il importe d'abord de distinguer le contrat d'avances sur titres d'opérations similaires (Cf. Guionin, *Thèse*, p. 19 et suiv.). Il faut d'abord le distinguer du *Lombardgeschaeft*; prêt sur nantissement de titre assez usité en Allemagne. Cette opération consiste en ceci : un spéculateur achète des titres au comptant chez un banquier, celui-ci, prenant ensuite les titres en couverture, prête au client les fonds nécessaires pour un certain laps de temps moyennant une commission convenue entre eux (De l'introduction et de la légalité de l'opération dite Lombardgeschaeft, *Revue juridique des opérations de Bourse*, n° 11 du 25 juillet 1906, p. 449). La différence entre cette convention et le contrat d'avances sur titres, c'est que le prêt est consenti par l'établissement financier à l'occasion de titres qu'il a vendus lui-même à l'emprunteur, tandis que, dans le contrat ordinaire d'avances sur titres, le prêt n'est précédé d'aucun achat par l'emprunteur. Cette opération, usitée en Allemagne, est peu pratique à la Bourse de Paris, en raison des facilités qu'offrent les avances sur titres consenties par les grands établissements de crédit, et notamment par la Banque de France (V. Thaller, Des avances sur titres en banque, *Annales de droit commercial*, 1901, p. 65).

D'autre part, on pourrait être tenté de confondre la mise de titres en gage avec la dation de ces mêmes

titres en paiement. C'est ainsi que, au sujet de la couverture, il est possible de se demander si elle représente un nantissement constitué en garantie d'avances, que l'intermédiaire pourra consentir à son client, ou, au contraire, s'il ne s'agit pas d'une dation en paiement anticipée faite par le client à l'intermédiaire en vue de couvrir les différences dont il pourrait être un jour débiteur (Cf. Geouffre de Lapradelle et Lévy-Ullmann, *Les négociations de valeurs cotées et effectuées par les coulissiers*, *Annales de droit commercial*, 1896, p. 139 ; Cass. civ., 22 mai 1895 et Req., 9 décembre 1896, S. 97.1.385). Mais, en fait, la question ne présente pas grand intérêt, au moins pour les agents de change, car, depuis le décret du 7 octobre 1890 (art. 61, 2^e alinéa), l'agent de change peut vendre la couverture en bourse sans recourir à des formalités préalables. Dès lors peu importe qu'il s'agisse d'une simple mise en gage des titres ou, au contraire, d'une véritable dation en paiement. La question ne conserve de l'intérêt que lorsqu'il s'agit, non plus d'agent de change, mais d'un intermédiaire quelconque. La jurisprudence recherche, en pareil cas, quelle était l'intention présumée des parties et, d'après le résultat de son examen, elle considère la couverture tantôt comme une dation en paiement, et tantôt comme une simple remise en gage (Paris, 29 novembre 1858, D. 59.1.292 et conclusions de l'avocat général Barbier ; Bordeaux, 15 juin 1857, D. 58.2.31 ; Paris, 8 mars 1880, *Gaz. Trib.*, 12 juin 1880). L'analyse

de l'intention des parties conduirait à rechercher s'il y'a eu avant tout accord de volonté des parties sur le paiement des pertes subies, auquel cas on serait en face d'un simple gage, ou, au contraire, si le donneur d'ordre a consenti par avance à la vente de la couverture, auquel cas on serait en face d'une dation en paiement autorisant l'intermédiaire à disposer des titres selon les termes prescrits par les articles 2078 du Code civil et 93 du Code de commerce (Cass. req., 9 décembre 1895, S. 97.1.177 et note de M. Pic). L'intérêt de la question de savoir s'il y a dation en paiement ou avance sur titres est facile à saisir. S'il y a dation en paiement, la Banque acquiert immédiatement sur les titres les pouvoirs d'un propriétaire et elle peut en disposer librement, tandis que dans l'avance sur titre, elle est obligée de respecter les droits du propriétaire jusqu'à l'époque fixée pour l'échéance. Le gage, en effet, est un contrat accessoire qui n'intervient qu'en vue de garantir le remboursement d'une avance de fonds à laquelle il est affecté ; le plus souvent, d'ailleurs, la remise des titres en gage intervient comme contre-partie du versement des deniers empruntés. Les deux opérations sont liées en un tout indivisible et, plutôt que de dire qu'il y a prêt accompagné d'une mise en gage, la pratique désigne les deux opérations sous une dénomination commune, le contrat d'avances sur titres.

L'opération se réalisera de la manière suivante : l'emprunteur, celui qui a besoin d'argent, s'adresse à

la Banque qui joue le rôle de prêteur : il lui remet en gage un titre que celle-ci conserve jusqu'à complète restitution du gage qu'il lui a avancé et des intérêts du prêt consenti. C'est un prêt, seulement un prêt pour lequel le créancier a exigé des garanties particulières résultant de la dation en nantissement des titres qui ont été apportés par l'emprunteur. La constitution de gage devient l'accessoire de l'acte principal d'emprunt dont le rôle prédomine dans le contrat, mais elle en est l'accessoire intime, si bien qu'il devient difficile de séparer les deux conventions l'une de l'autre. Le contrat offre l'avantage pour le banquier de lui assurer qu'il rentrera dans son avance à l'échéance fixée. Faute de remboursement à la date convenue, il aura à sa disposition les moyens très expéditifs que lui procure la législation commerciale : l'un des plus commodes sera la mise en vente des titres par le ministère d'un agent de change, véritable courtier inscrit et assermenté (Cf. Thaller, *Traité de droit commercial*, 3^e éd., 1904, n° 1093 et *Annales de droit commercial*, 1901, p. 65).

Mais, bien que les deux opérations, prêt et gage, soient juxtaposées et liées intimement au point de ne sembler faire qu'un, il ne faut pas pousser trop loin cette analyse et aller jusqu'à dire qu'on est en face d'un contrat nouveau distinct du prêt et du nantissement, contrat véritablement original qui devrait être ajouté à la liste des conventions érigées en contrats nouveaux depuis le Code civil. On a été jusqu'à prétendre en effet

que le contrat ne rentrait pas plus dans la catégorie des contrats de prêt que dans celle des contrats de nantissement et qu'il constituait un véritable contrat synallagmatique innommé, c'est-à-dire non prévu par le Code civil et engendrant deux obligations réciproques, l'une à la charge de celui qui emprunte sur les titres, portant sur la restitution de la somme, l'autre incombant à l'établissement prêteur et l'obligé à effectuer la remise des titres une fois le remboursement obtenu. Il ne s'agit pas là d'une pure construction théorique, ses auteurs se sont proposé d'atteindre des résultats pratiques, ils ont cherché à valider les opérations passées par beaucoup d'établissements de crédit, qui ne sont pas autorisés par l'administration à consentir des prêts contre nantissement, soit de marchandises, soit de titres. L'article 411 du Code pénal punit en effet d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus et d'une amende de 100 à 2.000 francs « ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêts sur gage ou nantissement sans autorisation légale ou qui n'auront pas tenu un registre conforme aux règlements ». Grâce à cette nouvelle théorie, ces établissements non autorisés pouvaient prétendre qu'ils avaient le droit de consentir des avances, puisqu'ils ne rentraient ni dans la catégorie des prêts ni dans celle des nantissements, et l'on faisait valoir, à l'appui de cette argumentation juridique, que ces opérations peuvent être très utiles à un grand nombre de personnes qui ont

besoin d'argent, qui possèdent des garanties, mais qui ne peuvent pas facilement trouver un prêteur. Pour sauver ces opérations qui rentrent dans la banque libre et qui sont nécessaires au commerce, on s'était donc efforcé de leur donner une autre base que le gage (Thaller, *ibid.*, n° 1066) et on essayait de les couvrir en les présentant comme des contrats innommés.

En droit fiscal, la question présente également un intérêt. Si l'avance sur titres est un contrat innommé différent d'un emprunt proprement dit, la conséquence immédiate est que l'impôt sur le revenu établi par la loi du 29 juin 1872 sur tous les emprunts faits par les sociétés n'est pas applicable. Le nantissement qui interviendrait comme condition du prêt entraînerait l'exonération de *tout* impôt sur les intérêts payés à l'occasion de cet emprunt.

Mais la jurisprudence a écarté cette doctrine. Dans les arrêts qu'elle a rendus à ce sujet, la Cour de cassation parle « des conventions » et non de la convention unique contenue dans l'acte d'avance sur titres (V. Cass., 8 mars 1887, D. 87.1.163 ; S. 90.1.257, Note de M. Lyon-Caen ; 29 octobre 1894, S. 96.1.193, Note de M. Wahl ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, p. 205 et 208). C'est donc que, pour elle, l'indissolubilité qui unit les deux contrats n'empêche pas qu'il y ait deux conventions ayant une existence distincte : le prêt et le gage. Elles sont juxtaposées et coexistantes, mais elles ont cependant une vie indé-

pendante. Il faut donc conclure que l'avance sur titres n'est pas encore un *contrat individualisé* et distinct malgré la tendance qui, dans la pratique des affaires, consiste à la présenter sous cet aspect aussi bien en France qu'en Italie (Bruschettini, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 422). Il n'est pas exact de voir dans l'avance sur titres un contrat nouveau ; elle correspond à une convention dans laquelle les parties se proposent de constituer une sûreté garantissant le remboursement d'un prêt ; c'est là l'intention évidente des parties ; elle est donc une mise en gage véritable ; elle engendre incontestablement des rapports compliqués provenant de ce que le contrat donne lieu, indépendamment de l'observation des règles du droit commun, au respect des prescriptions spéciales que chaque établissement peut édicter pour faciliter ce genre d'opération. Mais cette complexité n'enlève nullement à l'avance sur titres son caractère de contrat de gage (En ce sens Guionin, *Thèse*, p. 72). L'analyse des éléments constitutifs de l'opération ne saurait nous conduire à une autre conclusion. L'établissement de crédit ne consent qu'un prêt et il se garantit avec les titres qui lui sont remis et qu'il reçoit en gage.

De cette idée qu'il s'agit d'un contrat de gage découlent les conséquences suivantes : 1° L'opération ne pourra être conclue que par des personnes capables ; 2° La rédaction du contrat, étant donné qu'il s'agit d'un prêt sur gage, contrat unilatéral, pourra être établie,

sur un seul original ; il en faudrait deux, conformément à l'article 1325 du Code civil, s'il s'agissait d'un contrat innommé ; 3° D'après une jurisprudence très ferme, la possession de l'objet donné en gage est indispensable à la validité du contrat. C'est donc par l'idée fondamentale que le nantissement de titres en vue d'obtenir une avance constitue un véritable gage que s'expliquent à la fois les formalités constitutives du gage et ses effets, tant pendant la durée du contrat qu'à l'échéance.

L'un des plus importants parmi ces effets est que le créancier gagiste ne peut pas disposer du gage ; il ne peut exercer les droits et les avantages attachés à la créance donnée en gage ; il ne possède que le droit de rétention, l'action oblique qui lui est conférée par l'article 1166 et le droit de vente si, à l'échéance fixée, les conditions du contrat ne sont pas respectées (art. 2073, C. civ.).

Etant donné qu'il s'agit d'un gage portant sur une valeur incorporée autre qu'une créance civile, la mise en gage s'effectuera par la simple remise en gage du titre qui constate la propriété, sans qu'il y ait lieu d'adresser la notification exigée par l'article 2075 (Planiol, *Traité de droit civil*, 4^e éd., t. II, n° 2413).

Il reste une question : Nous sommes en présence d'un prêt garanti par une constitution de gage ; seulement ce prêt est-il commercial ? Etant donné la qualité du banquier, qui est commerçant, l'avance consentie par la banque est-elle nécessairement un acte commercial ?

Ou bien n'emprunte-t-elle ce caractère qu'à raison de circonstances étrangères à l'acte, telles que la destination des fonds prêtés ? Deux opinions sont encore ici en conflit.

D'après la première, le prêt fait par un commerçant est nécessairement et toujours commercial ; dès lors, le banquier étant commerçant, le prêt consenti par lui est toujours commercial, quelle que soit la condition de la personne qui emprunte et sans avoir égard à la destination de la somme prêtée ni à la forme du prêt. Cette opinion s'appuie sur la nécessité, pour le banquier qui utilise ses capitaux de cette manière, de percevoir des intérêts plus élevés qu'en matière civile (Cass., 11 mars 1856, S. 56.729 ; Douai, 24 janvier 1873, S. 73.2.224).

D'après une seconde opinion, on admet que les prêts consentis à l'occasion des opérations normales d'un commerçant ou d'un banquier sont de nature commerciale, sans s'arrêter à la personne du prêteur et à la destination des deniers empruntés ; mais, dans le cas où il serait établi que les fonds affectés au prêt ont reçu une destination purement civile, le prêt consenti par un banquier à un emprunteur non commerçant et qui n'emprunte pas dans un but commercial deviendrait étranger au commerce (Cass., 16 janvier 1888, S. 88.1.457 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. 4, § 396 ; Comp. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, 9^e éd., 1908, n° 434).

L'intérêt de la question, d'une manière générale, c'est que la constatation du gage civil doit être faite par acte authentique ou sous seing privé enregistré (art. 2075) tandis que l'article 91 du Code de commerce dispense les parties d'observer ces conditions de forme (art. 91, modifié par la loi du 23 mai 1863) pour le gage commercial. Etant donné que c'est au regard de l'emprunteur seul que la nature du prêt se détermine, et que, même pour un commerçant, la nature du prêt résulte uniquement de la destination qu'il assignera à la somme empruntée, on comprend combien la difficulté est délicate. D'autre part, le banquier n'a guère le moyen de se renseigner, lors de la conclusion du contrat, sur la qualité de l'emprunteur et surtout sur la destination future des deniers empruntés (Cf. Thaller, *Des avances sur titres en banque*, *Annales de droit commercial*, 1901, p. 65).

Il convient, toutefois, de remarquer que la difficulté ne se pose pas avec la même ampleur pour la Banque de France et, à son égard, la distinction envers les avances civiles et les avances de nature commerciale ne présente pas un grand intérêt pratique. En effet, le taux de l'intérêt qu'elle perçoit ne dépasse jamais 3 à 4 0/0, chiffre inférieur au maximum de 5 0/0 qui existe en matière civile. D'autre part, elle ne retient aucune commission, aucun supplément quelconque d'intérêt ; enfin, dans tous les cas, l'acte est constaté par écrit. D'ailleurs, depuis l'ordonnance du 15 juin 1834, les textes

relatifs aux avances consenties par la Banque de France ne distinguent pas entre les avances civiles et les avances commerciales.

Etant donné que les opérations d'avances sur titres constituent des prêts sur gage, nous sommes amené à dire que les règles générales du gage s'appliqueront ; mais ces règles vont se compliquer de ce que des prescriptions d'ordre intérieur concernent, à la Banque de France, le service des avances sur titres.

CHAPITRE III

DES CONDITIONS SPÉCIALES AU CONTRAT D'AVANCE SUR TITRES A LA BANQUE DE FRANCE.

La Banque de France, au point de vue des avances sur titres, se trouve régie par une législation spéciale contenue dans l'article 16 des statuts de 1808, les articles 3 et 4 de la loi du 17 mai 1834 et surtout dans l'ordonnance du 15 juin 1834. Tous ces textes lui interdisent de prêter sur la seule garantie du crédit personnel de l'emprunteur ; aussi ne consent-elle des prêts que sur remise de titres ou de métaux précieux.

Mais il convient d'observer, dès le début, que la réglementation d'ordre intérieur relative à la Banque de France ne peut modifier le caractère juridique des conventions relatives aux avances sur titres qu'elle consent, et qu'à cet égard, elle n'échappe en aucune manière au droit commun. Il y a sans doute des textes qui indiquent les valeurs que la Banque recevra en garantie, qui fixent la proportion de l'avance à consentir, le minimum et le délai des avances, etc. Mais ces prescriptions, purement internes, n'ont nullement pour objet de modifier les règles générales et celles-ci s'appliquent même aux avances faites par la Banque de France. C'est ce qu'a

décidé la Cour de cassation dans l'arrêt du 29 octobre 1894 : « Attendu..... qu'il n'importe pas davantage qu'il soit interdit à la Banque de France de faire des avances sans remise de titres en nantissement, que la nécessité de cette sûreté obligatoire n'a aucune influence sur la nature de l'avance dont elle garantit le recouvrement et qu'elle n'en demeure pas moins un emprunt. » (S. 96.1.193 et note de M. Wahl.)

Puisque les règles du droit commun s'appliquent pour la régularité du contrat d'avance sur titres passé avec la Banque de France, il nous faut étudier brièvement les conditions exigées par le droit commun. Ces conditions sont au nombre de deux : elles concernent d'abord la capacité de l'emprunteur ; ensuite l'indication des titres ou valeurs qui peuvent être remises en nantissement.

§ 1. — Règles relatives à la capacité de l'emprunteur.

L'examen de la capacité requise concerne uniquement, bien entendu, celle de l'emprunteur. Or, pour déterminer cette capacité, il faut avoir présent à l'esprit le principe que l'opération qui consiste à emprunter sur des titres est accompagnée d'une aliénation éventuelle de ces titres. Il faut donc avant tout que l'emprunteur ait la capacité d'aliéner.

Par suite, le mineur non émancipé ne pourra en aucun cas pratiquer ce genre d'opération. Quant au mineur émancipé, il pourra obtenir une avance sur

titres s'il est commerçant, car la loi, lui permettant d'emprunter et d'engager ses immeubles, l'autorise *à fortiori* à engager ses meubles et ses valeurs mobilières pour les besoins de son négoce : l'article 2 du Code de commerce est formel à cet égard. Si le mineur émancipé, n'est pas commerçant, l'avance sur titres exigera, pour être régulière, un avis du conseil de famille, homologué par le tribunal civil, article 483, pour le cas où les valeurs mises en gage dépassent 1.500 francs de capital. Toutefois il convient d'observer que la Banque de France applique ici une règle spéciale, d'après laquelle elle refuse de prêter sur titres aux mineurs, même émancipés.

Quant à la femme mariée, il résulte de l'article 217 du Code civil qu'elle ne peut emprunter sur titres sans l'autorisation de son mari. Toutefois, il nous semble que depuis la loi du 13 juillet 1907, la femme qui se livre au commerce ou à un travail quelconque a le droit de mettre seule en gage les titres qu'elle a pu acquérir au moyen des économies réalisées sur ses gains et elle n'est plus contrainte de recourir à l'autorisation matrimoniale. La question n'est pas douteuse pour la femme mariée commerçante. Les articles 5 et 7 du Code civil lui permettaient déjà d'engager et d'hypothéquer ses immeubles pour les besoins de son commerce et, à plus forte raison, ses valeurs mobilières sans l'autorisation de son mari. Quant à la femme mariée séparée de corps, recouvrant sa pleine capacité, elle a le pouvoir de pas-

ser seule un contrat d'avances sur titres. Mais la femme séparée de biens ne peut aliéner ses valeurs mobilières qu'autant que l'aliénation est nécessitée par les besoins de l'administration. La jurisprudence paraît lui refuser la capacité de les aliéner pour d'autres motifs et, d'une manière générale, d'emprunter sous forme d'avances qui lui seraient consenties sur ses valeurs mobilières (Nancy, 24 juin 1854, S. 54.2.550 ; Paris, 12 mai 1859, S. 59.2.561 ; Aix, 29 avril 1890, S. 90.2.130 ; Cass., 24 octobre 1906, D. 07.1.14).

Si la femme mariée ne peut, d'une manière générale, emprunter sur ses valeurs mobilières, le mari possède-t-il à cet égard des droits plus considérables et a-t-il le pouvoir de contracter seul une avance sur des titres qui appartiennent en propre à sa femme ? Il faut, pour répondre à cette question, distinguer suivant les régimes matrimoniaux. 1° Sous la communauté légale, la femme ne peut posséder des valeurs mobilières en propre que si elle a reçu une libéralité testamentaire ou une libéralité entre vifs grevée de la condition que les biens donnés ne tomberaient pas dans la communauté. Le mari n'aurait pas, dans l'opinion commune, le droit de passer relativement à ces valeurs un contrat d'avance (Planiol, t. 3, n° 1500). Les modifications conventionnelles au régime de la communauté et qui tendent à en changer la composition active ou passive ne porteraient pas atteinte à cette règle générale (Nous ne faisons que résumer sur ce point les principes généraux).

2° Si les époux sont mariés sous le régime d'exclusion de communauté, le mari n'a le pouvoir d'aliéner que les meubles de sa femme consommables par le premier usage ; ce qui exclut pour lui la faculté de se faire consentir une avance sur les titres propres à celle-ci (Planiol, t. 3, n° 1420).

3° Sous le régime de la séparation de biens, un contrat d'avance sur titres propres à la femme ne pourrait être conclu que par les deux époux ensemble, le mari intervenant aux fins d'autorisation.

Cette règle s'applique aussi, 4° sous le régime dotal, aux titres paraphernaux (Planiol, t. 3, n° 1667). Mais, relativement aux valeurs mobilières dotales, il semble résulter du système suivi par la jurisprudence que le mari aurait le droit de se faire consentir des avances sur ces valeurs. La dot mobilière est en effet aliénable par lui. Seulement la femme n'aurait pas la même faculté, attendu que la dot mobilière ne peut être compromise par aucun acte de l'épouse (Planiol, t. 3, n° 1573).

Toutefois il convient de remarquer que, sur ce point encore, la Banque de France suit une pratique spéciale et, lorsqu'elle est fixée sur la qualité d'époux ou d'épouse de la personne qui se présente à ses guichets, elle ne manque pas d'exiger le concours des deux conjoints pour ne pas engager sa propre responsabilité.

D'ailleurs, en ce qui concerne l'identité du client, la Banque impose des justifications plus minutieuses en

matière d'avance sur titres que pour les simples dépôts. Quand l'emprunteur n'est pas connu du personnel, il doit justifier de son identité en faisant préalablement certifier sa signature. Si les titres sont nominatifs, cette formalité doit être donnée par un notaire ou un agent de change ; cette condition est même généralement exigée pour l'ouverture d'un compte courant d'avance. A cela se bornent les précautions prises ; on conçoit qu'il ne serait guère possible, sans compromettre à la fois les intérêts de la Banque et ceux de son client, de procéder à une enquête plus longue et plus approfondie. Ainsi l'avance peut être consentie aussi bien au nu-propriétaire du titre qu'au propriétaire lui-même, à la condition toutefois que le certificat d'inscription au nom du titulaire ne contienne aucune restriction quant à l'aliénation du titre et que l'usufruitier s'oblige solidairement au remboursement.

Quand il s'agit d'une avance consentie à une société, la Banque exige la production des statuts comme condition préalable du contrat. Certaines autres restrictions à la faculté d'obtenir une avance sur titres concernent : 1° les notaires ; en vertu d'une décision prise par le conseil général de la Banque le 6 mai 1852, ces officiers ministériels ne peuvent emprunter que sur des valeurs nominatives immatriculées à leur nom.

2° Les établissements publics ne peuvent demander un prêt sur titre à la Banque qu'après une décision de l'autorité administrative et cette demande n'est accueil-

lie que si un avis favorable est donné par le conseil général de la Banque.

Enfin, 3^e aucun agent de la Banque ne peut contracter un emprunt sans autorisation du conseil.

§ 2. — Règles relatives aux valeurs susceptibles d'être l'objet d'un contrat d'avance sur titres à la Banque de France.

Ce n'est pas seulement sur des valeurs agréées par la Banque, mais encore sur remise du récépissé d'un dépôt préalablement opéré à Paris que les emprunteurs peuvent obtenir des avances soit à la Banque centrale soit dans les succursales. Mais, quelles que soient les valeurs sur lesquelles la Banque ait consenti des avances, un principe doit être posé ; il est nécessaire que le constituant soit propriétaire des titres sur lesquels il sollicite une avance.

Cette condition est observée facilement pour les titres au porteur, puisque la simple possession en fait présumer la propriété (art. 2279). Toutefois, pour éviter l'éventualité d'une revendication introduite en cas de perte ou de vol et pouvant aboutir à la dépossession du gage, la Banque de France ne consent d'avance qu'après avoir vérifié si les titres qu'on lui propose ne sont pas frappés d'opposition. Cette formalité est essentielle et la Banque ne se contenterait pas, comme beaucoup d'établissements de crédit, de la simple production du bordereau de l'agent de change constatant l'achat du

titre ou d'une pièce d'identité présentée par l'emprunteur.

Cette observation générale formulée, voyons quels sont les titres sur lesquels la Banque de France consent des avances (Nous allons reprendre à cet égard des indications déjà brièvement données).

D'après l'article 16 des statuts du 16 janvier 1808, la Banque de France était autorisée seulement à consentir des avances sur les effets publics à échéance déterminée, c'est-à-dire sur les bons du Trésor. Mais l'article 3 de la loi du 17 mai 1834 a considérablement étendu la disposition précédente. Il a permis à la Banque de consentir des avances sur tous les effets publics français, sans que la condition d'une échéance fixe et déterminée soit obligatoire. Une ordonnance du 15 juin 1843, rendue pour l'application de la loi précédente, fixe les conditions dans lesquelles devront être constituées les avances sur les fonds publics français. Elle établit en même temps la liste des titres acceptables en garantie de prêt. Cette liste comprenait, à cette époque, les rentes françaises, les obligations et bons du Trésor. Une série d'autres décrets sont venus ensuite indiquer d'autres valeurs que la Banque pourrait recevoir en garantie de ses avances : Décrets du 3 mars 1852, article 4, pour les actions et obligations des chemins de fer français ; du 28 mars 1852, article 1^{er}, pour les obligations de la Ville de Paris ; loi du 9 juillet 1857, article 7, et décret du 20 juillet 1857, article 9, pour les

obligations émises par le Crédit Foncier ; décret du 13 janvier 1869, article 1^{er}, pour les obligations de la Société générale algérienne ; un décret du conseil général de la Banque du 28 février 1880 a admis plus tard les obligations des villes françaises et des départements ; ensuite ont été acceptées les obligations émises par certaines chambres de commerce, notamment par celles de Bordeaux et de Nantes ; puis les obligations 2 1/2 0/0 1898 or du gouvernement hellénique ; les obligations émises par le gouvernement général de l'Indo-Chine et par le gouvernement général de l'Algérie..... La Banque met d'ailleurs à la disposition de ses clients une liste des valeurs qu'elle accepte en garantie d'avances, avec indication de la quotité avancée sur chaque titre. La proportion de l'avance varie de 60 à 80 0/0 suivant la nature des valeurs ; celles-ci ne peuvent être en aucun cas des actions de la Banque de France, car elle ne prête pas sur ses propres titres. Jamais la quotité du prêt ne peut dépasser les $\frac{4}{5}$, 80 0/0, de la valeur des titres remis en gage. Cette valeur est déterminée par le cours de la Bourse au comptant de la veille (ordonnances du 15 juin 1834, art. 2). Mais le conseil général de la Banque peut fixer à un chiffre inférieur le maximum de l'avance que la Banque consentira sur tel ou tel titre. En réalité, la proportion de l'avance par rapport à la valeur du titre remis en garantie n'atteint 80 0/0 que pour les avances faites sur les rentes françaises, les bons et les obligations du Trésor. C'est là le maximum ;

généralement les avances consenties sur d'autres titres restent notablement au-dessous de cette proportion et n'atteignent que 60, 70 et 75 0/0.

La Banque consent des avances aussi bien sur les titres au porteur que sur les titres nominatifs. Pour ces derniers, des règles spéciales viennent simplifier celles qui sont généralement observées dans des circonstances semblables. En effet, en cas de dépôt de titres nominatifs en garantie d'avances, la Banque doit commencer par exiger le transfert de ces titres à son nom. Il s'opère au moyen d'un transfert de garantie sur les registres de la société qui a émis ce titre. En outre, le titre, représentant la créance du propriétaire de la valeur sur la société, doit régulièrement être détruit et un autre titre sera constitué au nom de l'établissement auquel il est fourni en garantie d'avances. C'est ce qui a lieu en fait pour les obligations de la Ville de Paris. (C'est la nécessité de présenter des comptes apurés à la Cour des Comptes qui a empêché la Ville de Paris de suivre l'exemple des Compagnies de chemins de fers et d'autres sociétés.) Mais, depuis quelques années, les Compagnies de chemins de fer, le Crédit Foncier, etc., qui suivaient la même règle, ont simplifié ces formalités par suite d'une entente avec le gouvernement de la Banque (l'Est, le Lyon, le Nord ont été les premiers à user de ce procédé, qui a été imité depuis par les autres Compagnies et le Crédit Foncier) le transfert en garantie est opéré sur les registres comme auparavant, mais le titre

primitif n'est pas détruit et remplacé par un autre, on se contente de l'enfermer dans une annexe dans laquelle l'opération de transfert en garantie est indiquée. En cas de remboursement du prêt, l'annexe est détruite et le titre peut être rendu ainsi à son propriétaire initial sans la moindre complication.

C'est une simplification appréciable et une grande économie de temps.

Le minimum des avances consenties par la Banque de France sur un dépôt de titres a varié. Autrefois il était de 500 francs, il est aujourd'hui autorisé à partir de 250 francs. Ces avances sont consenties pour une période de 90 jours ; à défaut de remboursement à l'échéance, ce délai peut être prolongé. Elles se continuent sans intervention de l'emprunteur aux conditions énoncées dans l'acte de nantissement primitif. Elles peuvent être remboursées par anticipation, mais, dans ce cas, la Banque perçoit un minimum de 15 jours d'intérêt.

C'est surtout depuis 1880 que le service des avances a pris de l'extension à la Banque de France. Il est des plus utiles aux banquiers, capitalistes et porteurs de titres en général, qui peuvent emprunter et rembourser à la Banque au fur et à mesure de leurs besoins.

Si nous comparons à cet égard l'organisation de la Banque de France à celle de la Banque de l'Empire allemand, nous constatons que le minimum des avances consenties par la Reichsbank est de 500 marks ;

somme même supérieure au minimum consenti autrefois par la Banque de France. L'avance consentie par la Banque Impériale d'Allemagne ne peut dépasser 50 0/0 du cours du jour ; elle peut être faite soit sur des valeurs allemandes, soit sur des valeurs étrangères.

Les sommes prêtées sur les valeurs allemandes, tiennent naturellement la plus large place ; le prêt est même consenti à concurrence de 95 0/0 de leur valeur, lorsque ce prêt est constaté par une lettre de change signée de personnes notoirement reconnues comme solvables.

L'avance se fait à concurrence de 75 0/0 de leur valeur d'après le cours du jour :

- 1° Sur les fonds de l'Empire et des Etats allemands ;
- 2° Sur les fonds des communes allemandes, dans le cas où ils portent intérêt, ou sont remboursables dans l'année au porteur ;
- 3° Sur les obligations foncières soumises à la surveillance de l'Etat et émises par des établissements de crédit foncier allemand, et par des banques hypothécaires allemandes montées par actions ;
- 4° Sur des actions entièrement libérées de sociétés allemandes ;
- 5° Sur les obligations de première hypothèque des chemins de fer allemands actuellement en exploitation, et sur les dépôts de marchandises existant en Allemagne jusqu'au tiers de leur valeur.

Ces avances sont très profitables au développement

du commerce et de l'industrie dans l'Empire allemand.

Or comme, depuis la fin du xix^e siècle, la situation commerciale et industrielle de l'Allemagne a pris un essor et un développement considérables, l'importance des avances s'est accrue dans la même proportion.

La comparaison du tableau des avances faites par la Banque d'Allemagne et de celles consenties par la Banque de France accuse à ce sujet une différence notable en faveur de l'établissement allemand.

Voici les états comparatifs de 1880 à 1887 inclus :

Années	Montant des avances de la Reichsbank			Montant des avances de la Banque de France		
1880	1	milliard	049 millions	1	milliard	226 millions
1881	1	—	310 —	1	—	053 —
1882	1	—	425 —	1	—	864 —
1883	1	—	881 —	1	—	663 —
1884	1	—	951 —	1	—	626 —
1885	1	—	926 —	1	—	584 —
1886	1	—	943 —	1	—	993 — 1/2
1887	1	—	925 —	1	—	589 — 1/2

Ce tableau comprend les avances, non seulement consenties sur les valeurs allemandes, mais encore par la Reichsbank sur les valeurs étrangères.

Pour ces dernières, la Banque allemande observe quelques règles particulières. Les avances faites sur elles ne peuvent dépasser 50 0/0 du cours du jour, et elles sont seulement possibles sur :

- 1° Les Obligations des Etats-Unis ;
- 2° La Rente italienne ;
- 3° La Rente autrichienne 4 0/0 payable en or ;

4° Les titres de la Dette publique norvégienne (emprunt 1880), 4 0/0 ;

5° La Dette publique suédoise (emprunt 1875), 4 1/2 0/0, et emprunt 1886, 3 1/2 0/0 ;

6° La Rente hongroise 4 0/0 payable en or ;

7° Les Obligations de priorité des chemins de fer italiens (Compagnie du chemin de fer latéral à la mer, des Chemins de fer méridionaux et siciliens (ces obligations 4 0/0 sont garanties par l'Etat et les intérêts sont payables en monnaie allemande à cours fixe) ;

8° Les Obligations de chemins de fer norvégiens garanties par l'Etat (emprunt de 1883) à 4 0/0.

Cette énumération montre que les valeurs étrangères susceptibles d'être offertes en garantie d'avances à la Banque Impériale d'Allemagne sont peu nombreuses ; leur admission est due à des motifs d'ordre politique qui s'inspirent visiblement des intérêts de la Triplice. Il s'agit en effet de fonds qui sont surtout italiens ou autrichiens.

Les bénéfices procurés à la Banque par ces avances depuis 1876 se sont successivement élevés aux chiffres suivants :

1876 : 2.650.278 ; 1877 : 2.682.192 ; 1878 : 2.808.369 ;
 1879 : 2.450.457 ; 1880 : 2.571.470 ; 1881 : 3.030.671 ;
 1882 : 3.005.050 ; 1883 : 2.306.611 ; 1884 : 2.313.229 ;
 1885 : 2.603.209 ; 1886 : 1.977.445 ; 1887 : 2.177.840 ;
 1888 : 2.112.934 ; 1889 : 3.103.882 ; 1890 : 4.650.855 ;
 1891 : 4.461.297 ; 1892 : 3.797.839 ; 1893 : 4.453.471.

En comparant le montant des avances faites par la Banque de l'Empire au montant des avances consenties par les banques privées allemandes, on remarque encore une augmentation constante pour la Reichsbank.

Le montant des avances consenties par la Banque d'Allemagne est passé de 62 à 186 millions de marks, de 1876 à 1889 ; tandis que le montant des avances faites par les banques privées s'élève au même chiffre à ces deux dates : 39 millions de marks.

Le taux des avances, qui est constamment réglé par celui de l'escompte, lui est supérieur de 1/2 0/0 pour les avances sur titres des Etats allemands et de 1 0/0 dans tous les autres cas.

Ces quelques observations démontrent que, de tous les revenus qui alimentent les dividendes des actionnaires de la Banque Impériale allemande, ceux ayant leur source dans les avances figurent parmi les plus productifs ; et ils viennent immédiatement après ceux de l'escompte (Cf. sur tous ces points *la Banque de l'Empire d'Allemagne*, par Antonesco. Thèse Paris, 1895, p. 163 et suiv.).

D'autre part, comme conditions générales de l'avance sur titres en Allemagne, il est exigé que les valeurs engagées soient au porteur, ou transférées à la Banque, ou munies d'un endos en blanc de la Banque (Antonesco, *Thèse*, p. 242). En outre, comme nous l'avons vu plus haut, le minimum des avances est de 500 marks (625 francs) au lieu de 250 francs comme en France.

En France, bien que l'encaisse de la Banque soit supérieure à celle de toutes les autres banques européennes et soit passée de 1 milliard 774 millions en 1880 à 3 milliards 184 millions en 1895, à 3 milliards 433 millions en 1900 et à 3 milliards 935 millions en 1905, les opérations d'avances n'ont pas pris un développement aussi considérable qu'en Allemagne, mais elles sont encore très importantes.

Le taux moyen des avances a subi les variations suivantes :

En 1880, 3,73 ; en 1881, 4,37 ; en 1885, 4 ; en 1890, 3,62 ; en 1895, 3,10 ; en 1897, 3 ; en 1900, 3,75 ; en 1905, 3,50. (Alfred Neymarck *la Banque de France de 1880 à 1905*, dans *le Rentier* du 7 février 1906).

On peut conclure de ces quelques chiffres que le taux auquel la Banque a consenti des avances a sans cesse décro, d'où un bon marché des capitaux qui constitue un sérieux avantage pour le commerce et l'industrie de la France. Il est évident en effet que l'emprunt fait dans de telles conditions, avec un taux d'intérêt peu élevé, permet de supporter plus facilement la concurrence étrangère.

En même temps le mouvement des avances sur titres est passé de 325 millions en 1880 à 811 millions en 1890 ; à 1 milliard 423 millions en 1895, à 1 milliard 657 millions en 1900, à 2 milliards 282 millions en 1905.

Si nous comparons alors les avances consenties par

la Banque de France, à celles faites par les établissements privés ; on constate qu'en 1907 les opérations de cette nature passées par le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Comptoir National d'Escompte n'ont pas dépassé pour les trois établissements réunis 300 millions ;

En 1906, celles consenties par le Comptoir d'Escompte se sont élevées à 156.362.686 francs. Ces chiffres sont éloquents par eux-mêmes (Testis, *Le rôle des établissements de Crédit en France*, dans *Revue politique et parlementaire*, 10 septembre 1907, p. 459).

Si nous examinons maintenant les règles relatives à la constitution du gage, remis pour sûreté de l'avance, nous constatons qu'un acte écrit est rédigé ; il doit obéir à diverses prescriptions imposées par la réglementation intérieure de la Banque : notamment cet acte mentionne le montant du prêt, les conditions dans lesquelles il est consenti et les obligations qu'il engendre pour les contractants. Ce document contient en outre les clauses de style ci-après énoncées.

« La Banque, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1834, aura le droit de faire vendre tout ou partie des valeurs par le ministère d'un agent de change, à défaut de remboursement à l'expiration du délai fixé par l'article V du règlement précité, sans qu'il soit besoin de mise en demeure ni d'aucune autre formalité, après un simple rappel par lettre chargée.

La Banque se remboursera, sur le chiffre net de la

vente, du montant de ses avances en capital, intérêts et frais.

La Banque n'est pas obligée de vérifier si les titres remboursables avec ou sans prime sont sortis au tirage et elle n'est pas tenue à faire l'encaissement de ces valeurs, ni de celles qui ont une échéance déterminée.

Les coupons des valeurs déposées en garantie sont détachés et remis à l'encaissement 20 jours avant leur échéance. »

Lu et approuvé.

(signatures).

Par une faveur spéciale accordée à la Banque de France, les engagements relatifs aux avances sont dispensés de l'enregistrement, que le Code civil exige en matière de nantissement (Ordonnance du 15 juin 1834, art. 3 et 5).

Mais la loi sur le timbre du 13 brumaire an VII, article 12, n'étant ici l'objet d'aucune modification, ces engagements sont cependant assujettis au timbre de dimension. De plus, lorsque, après le délai de 90 jours, l'avance n'est pas remboursée, toute prorogation de délai, constituant un nouveau contrat, ne saurait être écrite, sans contravention à l'article 23 de la loi du 13 brumaire an VII, à la suite de l'acte de prêt et sur la même feuille de papier timbré (Lettre commune de l'administration de l'Enregistrement, 28 mars 1879, *Journal de l'Enregistrement*, n° 24063).

Mais cependant, la mention du paiement des intérêts inscrite par la Banque sur le double resté entre ses mains de l'acte constatant le prêt est exempte de timbre (Solution de l'administration de l'Enregistrement du 3 janvier 1883, *Journal de l'Enregistrement*, n° 22288).

A l'appui de la remise des titres qui constituent son gage, la Banque de France exige de l'emprunteur la production d'un bordereau contenant la destination des valeurs, et à la suite duquel est inscrite la mention suivante : « Certifié le présent bordereau contenant le détail des titres déposés par moi en garantie suivant mon engagement de ce jour. »

L'administration de l'Enregistrement a décidé que ces pièces, ne constatant aucun engagement et ne pouvant par conséquent servir qu'à titre de renseignements, devaient être considérées comme des documents d'ordre intérieur affranchis du droit de timbre (Solution donnée par l'Enregistrement le 14 avril 1880).

Si, au cours du prêt, les titres remis à la Banque sont échangés contre des titres nouveaux de même nature, cet échange est constaté par une simple mention non datée ni signée, inscrite à l'encre rouge, tant sur l'acte de prêt que sur les bordereaux.

Comme il s'agit là de simples mentions d'ordre, puisqu'elles ne sont suivies d'aucune signature, elles peuvent être écrites sans contravention au timbre sur les actes de prêts et sur les bordereaux.

CHAPITRE IV

LES EFFETS DU CONTRAT D'AVANCE SUR TITRES A LA BANQUE DE FRANCE.

Nous examinerons successivement les obligations de la Banque et celles de l'emprunteur, et enfin les effets du contrat à l'échéance.

1° Obligations de la Banque.

Les effets du contrat de gage pendant la durée de l'avance peuvent être indiqués d'un mot : la Banque reste en possession des titres. Mais, en même temps que cette possession constitue une sûreté pour la Banque, elle est une charge pour cet établissement. La Banque exerce seulement un droit de rétention sur les titres qui lui sont remis en garantie. Conformément à l'article 2080 du Code civil, elle répond de la perte ou de la détérioration des titres qui seraient survenues par sa négligence, elle conserve les valeurs engagées dans des coffrets destinés à cet usage et analogues à ceux qui contiennent les valeurs simplement déposées. Elle répond des détournements commis par ses agents. Toutefois, en cas de vol, s'il est démontré que toutes les précautions suggérées par la prudence ont été observées, la responsabilité de la Banque est à couvert.

La Banque, n'étant pas propriétaire des titres, ne peut naturellement pas les aliéner, même à charge de rendre des titres ou valeurs de même espèce.

C'est sur la demande de ceux qui les ont déposés ou de leurs ayants droit que la restitution des titres peut avoir lieu.

Si le titulaire du récépissé a signé lui-même le bordereau qui constate le dépôt de ses titres ; ceux-ci sont remis soit au titulaire lui-même, soit au porteur d'une procuration notariée, et contre signature pour en donner décharge, soit encore à un agent de change de Paris qui certifie alors la signature de la décharge mise au bas du récépissé.

Si au contraire le bordereau des titres n'avait pas été signé par le titulaire du récépissé, mais par son mandataire, le titulaire ne pourrait retirer ses titres qu'au moyen d'une procuration ou d'une décharge notariée en brevet.

Dans le cas spécial de changement d'état civil, ou en cas de décès, les titres ne peuvent être rendus à leur propriétaire, dans le premier cas, ou à ses ayants droit, dans le deuxième, que contre une décharge en minute, reçue par le notaire de la Banque, aux frais du propriétaire ou de ses héritiers.

Les titres sont toujours rendus le lendemain du jour où le remboursement a été effectué à la Banque, au plus tard.

Dans le cas de décès de la personne qui avait demandé

l'avance sur titres, la restitution ne peut être consentie qu'à son héritier, après remboursement. S'il y en a plusieurs, la restitution est faite à chacun d'eux en proportion de leur part héréditaire.

Mais, dans ce cas, la Banque exige des ayants droit la production des pièces suivantes, établissant leur qualité :

- 1° Acte de décès du propriétaire des titres ;
- 2° Extrait de l'intitulé d'inventaire ou expédition de l'acte de notoriété, s'il n'a pas été dressé d'inventaire ;
- 3° Testament, dans le cas où il en existe un ; et envoi en possession si le testament est olographe.

Ces pièces sont envoyées au service du contentieux, qui les examine, et ce n'est que sur son avis que les titres peuvent être restitués aux héritiers de l'ayant droit.

En cas de doute sur la légitimité de leurs droits, la Banque de France pourrait refuser de remettre les titres, jusqu'à ce qu'une décision judiciaire l'y ait autorisée.

Parmi les problèmes juridiques que soulève le fonctionnement du contrat d'avance sur titres à la Banque de France comme d'ailleurs dans les autres établissements de crédit, l'un des plus délicats est soulevé par l'article 2081 du Code civil qui donne au créancier gagiste le droit de percevoir les intérêts de l'objet du gage. Par conséquent, quand il s'agit d'une avance sur titres, la Banque a incontestablement, en vertu de l'article 2081,

le droit de toucher les intérêts et de les imputer sur les intérêts de sa propre créance, ou sur le capital si elle n'est pas productive d'intérêt, elle aura donc le droit de détacher les coupons des valeurs qui lui ont été remises en garantie et de les toucher. Elle les donne à l'encaissement 20 jours avant l'échéance. Cependant, le débiteur gagiste n'est pas privé de toutes les prérogatives qui sont attachées à sa qualité de titulaire de la créance qui a été donnée en gage. Il pourra produire notamment à la faillite de son débiteur. Si le titre qu'il a donné en gage est une action, il aura seul le droit de pénétrer dans les assemblées générales de la société dont il est actionnaire et d'exercer tous les droits qui sont inhérents à cette qualité. La Banque ne pourrait s'immiscer, à cet égard, dans l'exercice des facultés de son emprunteur.

Pour résoudre les difficultés qui sont de nature à se produire en raison du conflit des droits de la Banque et aussi de l'emprunteur sur le titre engagé, il faut partir de cette idée que l'opération d'avance ne correspond ni à une cession de créance ni à une délégation au profit de la Banque (Cf. Guionin, *Thèse*, p. 166). Dès lors, les rapports entre la Banque et le débiteur du titre sont réduits au minimum nécessaire pour que la sûreté donnée à l'établissement de crédit ne soit pas compromise. Par suite, n'étant ni cessionnaire ni délégataire, la Banque n'a pas le droit de poursuivre le recouvrement du titre, au moins pendant la durée du contrat. Elle n'est

pas qualifiée pour en toucher le montant, si la créance arrivait à échéance pendant cette période. L'article 1240 du Code civil, qui se préoccupe, pour le valider, du paiement fait de bonne foi au débiteur de la créance, n'est pas applicable (Cf. Dalloz, *Nouveau Code civil annoté*, arrêts cités sous l'article 1240). Ce texte vise le paiement qui est fait de bonne foi au possesseur de la créance. Or, la Banque n'est point possesseur, mais simplement détenteur du titre qui lui a été remis en garantie, elle ne saurait donc se prévaloir de l'article 1240, c'est là une différence avec le paragraphe 1282 du Code civil allemand, qui permet au créancier gagiste de recevoir le paiement offert par le débiteur du titre pendant la durée du gage. En France, le paiement ne serait maintenu au profit de la Banque que si celle-ci avait obtenu, au préalable, l'assentiment de l'emprunteur. A défaut de cette condition, le débiteur de la créance engagée ne se libérerait pas en versant les deniers à l'établissement de crédit.

Toutefois, si le créancier gagiste n'est ni cessionnaire ni délégataire, il a tout au moins le droit d'invoquer la protection commune de tous les créanciers, savoir l'exercice de l'action oblique de l'article 1166, pour sauvegarder, le cas échéant, ses intérêts. D'où la possibilité pour la Banque d'intenter une action en responsabilité, pour mauvaise gestion, contre les administrateurs d'une société dont les titres ont été mis en gage. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation

du 3 janvier 1903 (D. 05.1.118, S. 06.1.327). Cet arrêt décide que le créancier gagiste est recevable à invoquer la responsabilité des administrateurs à raison de faits de gestion postérieurs à la naissance de son privilège. Ce n'est là qu'une application de l'article 1166, le créancier a le droit d'exercer les droits de son débiteur, si celui-ci, mis en demeure d'agir, reste dans l'inaction.

Une autre difficulté, qui se pose à l'occasion du conflit entre la Banque et l'emprunteur relativement à la mise en œuvre des prérogatives que confère le titre engagé, est celle de savoir comment l'emprunteur pourra exercer son droit, si la valeur remise en garantie est une action. Il est possible qu'en sa qualité d'actionnaire, il ait à compléter des versements, à se présenter et à voter aux assemblées générales. Ne se heurte-t-il pas à un obstacle majeur, s'il est privé de son titre ? La loi, qui a prévu pour le créancier gagiste la possibilité de toucher les intérêts du titre engagé, n'a fourni, au contraire, aucune explication à cet égard. Dès lors, il n'est pas étonnant que deux opinions se soient produites sur ce point. L'une, absolue, soutient que l'exercice de tous les droits inhérents au titre est passé sur la tête du créancier gagiste ; l'autre prétend que celui-ci n'a acquis que la faculté d'exercer les droits indispensables à la conservation du titre qui lui a été remis en gage.

La première opinion permet au créancier gagiste de faire valoir tous les droits attachés au titre, à l'except-

tion toutefois de celui de recevoir le paiement pendant la durée du contrat d'avance. On allègue, en ce sens, que le créancier gagiste est tenu d'assurer la conservation du titre qui lui a été remis. Il faut donc qu'il ait la plus grande latitude à cet effet et qu'il soit autorisé à prendre toutes les mesures de précaution qui ont pour conséquences, plus ou moins lointaines, d'assurer cette conservation. Dès lors, il se chargera lui-même d'exercer les prérogatives de la qualité d'actionnaire, il pénétrera dans les assemblées générales et il aura la satisfaction de voter de la manière qui lui paraîtra le plus propre à assurer la prospérité de la société qui a émis le titre engagé (V. Huvelin, *Annales de droit commercial*, 1895, t. I, p. 53 ; Paris, 19 janvier 1897, D. 1900.2.169 et note de M. Thaller).

Mais on peut objecter à cette opinion qu'elle est beaucoup trop radicale. La circonstance qu'un actionnaire d'une société a remis son titre d'action à la Banque de France, pour sûreté d'un prêt que celle-ci lui a consenti, ne saurait cependant avoir pour résultat de dépouiller l'emprunteur de l'exercice de ses prérogatives d'actionnaire. La Banque n'a le droit de critiquer ses actes que s'il compromet d'une manière quelconque la valeur du gage qu'il lui a donné ; mais, tant qu'il se borne à faire valoir ses droits, la Banque ne peut pas s'immiscer dans la gestion de son patrimoine. Aussi la jurisprudence décide-t-elle plutôt, que la remise des titres en garantie ne légitime nullement l'intervention

de la Banque dans les rapports entre le donneur de garantie et le débiteur de ce dernier. Dans un arrêt du 21 novembre 1894, la Cour de Lyon décide que le créancier gagiste n'a point l'accès de l'assemblée générale de la société qui a émis l'action affectée à sa sûreté (*Annales de droit commercial*, 1895, 1, p. 53). De même la Cour de cassation a décidé que le simple fait, de la part du créancier gagiste, de confier une police d'assurance donnée en gage par l'emprunteur à ce dernier, pour lui permettre de débattre dans un procès ses intérêts avec l'assureur, est possible, sans entraîner la perte du droit de gage (Req., 18 octobre 1898, S. 99.1. 172). Le créancier gagiste court en effet un danger, quand il permet à son débiteur d'exercer les droits inhérents à la constitution du gage ; en se dépouillant de la possession, ne compromet-il pas la sûreté qui lui a été conférée et n'est-il pas exposé à perdre du même coup son droit de gage ? Non, décide la jurisprudence, à la condition que la remise du titre par le créancier gagiste à son débiteur soit momentanée et que le court déplacement qui en résulte ait uniquement pour objet de permettre au propriétaire du titre d'exercer les droits que lui confère son titre. Ainsi, il a été décidé que le privilège du gagiste n'est nullement atteint dans le cas où l'établissement de crédit s'est dessaisi des titres engagés momentanément en vue de permettre à l'emprunteur de les faire estampiller pour la souscription à une société nouvelle (Paris, 17 mai 1908, *Gaz. Trib.*,

12 juillet 1908). Mais, c'est une question de fait que celle de savoir si le dessaisissement a compromis ou non la sûreté du créancier gagiste. Par suite, la Cour de cassation n'a pas à intervenir.

En tous cas, si la Banque peut, dans une certaine mesure, autoriser le propriétaire du titre engagé à le reprendre pour un bref délai pour faire valoir ses prérogatives, elle a le devoir de veiller elle-même à l'accomplissement des formalités qui sont destinées à la conservation du titre. Ainsi la Cour de cassation oblige le créancier gagiste à veiller au renouvellement des inscriptions prises pour assurer le remboursement d'une créance donnée en gage (Cassation, 29 juin 1904, S. 04.1.416).

Il est possible, et l'on sort ainsi de la phase des difficultés, que la Banque consente à laisser l'emprunteur bénéficiaire lui-même des intérêts de son titre. Celui-ci peut alors reprendre ces coupons en nature, mais, dans ce cas, il est astreint à en faire la demande un mois avant leur échéance. Il est, aussi, facultatif pour l'emprunteur de faire virer le montant des arrérages soit en déduction des intérêts échus, ou du capital, soit à son crédit, s'il est titulaire d'un compte courant ou d'un compte de dépôt de fonds à la Banque centrale ou dans les succursales. L'opération a lieu sans frais. Mais, s'il ne se présente pas dans les six mois, les arrérages sont portés d'office en atténuation des intérêts et, subsidiairement, du capital de l'avance.

La Banque effectue d'ailleurs les mêmes opérations pour ceux qui empruntent que pour ceux à qui elle a ouvert un compte de dépôt de fonds. Elle effectue d'office, sans percevoir aucune commission, le renouvellement des titres dont les feuilles de coupons sont épuisées. Elle encaisse le montant des titres amortis par voie de tirage au sort, ou remboursés, ainsi que les lots qui peuvent s'y ajouter. La seule condition exigée par elle, pour effectuer ces opérations, est que ces titres soient au porteur et que le montant en soit payable à Paris.

Mais, pour procéder à cet encaissement, il faut qu'il lui soit donné connaissance des sorties de tirage au sort soit par les Compagnies, soit par les intéressés ; ou qu'elle ait été avisée du remboursement à recevoir des Etats, Villes ou Compagnies.

D'après les instructions imprimées de la Banque de France, dont le client a pu prendre connaissance, et qui font loi entre elle et ses clients, elle ne doit pas vérifier si les titres qui s'amortissent par voie de tirage au sort sont sortis au tirage ; et, dans le cas où elle serait au courant de cette circonstance, elle ne s'engage pas à en prévenir les intéressés.

Quand un titre est ainsi amorti, son montant peut être, au gré de l'emprunteur, ou remployé, ou appliqué à diminuer le solde de l'avance dû.

La Banque se charge aussi de recevoir les ordres de vente et d'achat de titres qui servent ou qui doivent servir de garantie.

Les conditions dans lesquelles se passent ces diverses opérations sont les mêmes que pour les dépôts simples de titres.

Enfin, il faut signaler aussi un service spécial que la Banque met à la disposition de sa clientèle des avances de Paris et des succursales. Ce service a pour but de procurer une garantie contre les pertes possibles auxquelles est exposée toute une catégorie de propriétaires de certains titres français ou étrangers, au porteur ou nominatifs : il s'agit du cas spécial où le prix de ces valeurs, cotées à la Bourse, dépasse le taux du remboursement.

Il serait intéressant de comparer les obligations qui découlent du contrat d'avance pour la Banque de France, et pour celle d'Allemagne.

1^o En Allemagne la charge est nettement laissée à l'emprunteur de suivre les amortissements, remboursements ou modifications diverses des titres engagés, et de provoquer en temps utile les mesures nécessaires à ses intérêts. Nous avons vu que la Banque de France, au contraire, dans une très large mesure, s'occupe personnellement de ces opérations, ou facilite tout au moins la tâche de sa clientèle.

2^o Tous les risques à courir par le gage sont à la charge de l'emprunteur. Nous avons vu aussi que la responsabilité de la Banque de France n'était à couvert que lorsqu'il était démontré que toutes les précautions possibles pour éviter ces risques avaient été prises.

3° La Reichsbank ne se charge pas de la vérification des pouvoirs du porteur de la reconnaissance, ou de celui qui acquitte le récépissé lors de la reddition du gage. Et elle ne s'occupe pas davantage de l'authenticité du récépissé lui-même. Elle est fondée à considérer comme propriétaire légal de la reconnaissance et du gage, celui qui se présente à ses guichets et satisfait complètement à tous les devoirs de l'emprunteur, celui qui restitue la reconnaissance ou la remet entre ses mains pour toute autre fin, même quand ce document n'est pas passé à son ordre (Antonesco, *Thèse*, p. 165). Néanmoins la Banque allemande se réserve le droit, si elle le juge opportun, de vérifier les pouvoirs du porteur de la reconnaissance, mais sans prendre à cet égard aucun engagement, et sans fournir aucune garantie.

C'est donc à l'emprunteur lui-même qu'incombe le soin de veiller à ce que cette reconnaissance ne tombe pas entre les mains d'une personne de mauvaise foi, et dénuée de tout scrupule, qui puisse retirer le gage ou contracter une nouvelle avance.

En France les choses se passent autrement, toutes les précautions sont prises pour éviter de tels faits.

D'après l'article 8 des conditions générales des avances de la Banque d'Allemagne, le gage ne peut être restitué que sur la présentation du certificat acquitté, et, en cas de réalisation du gage, le boni n'est pas restitué à l'emprunteur avant que ce dernier n'ait présenté le certificat dûment annulé; jusque-là cet excédent est

conservé dans les caisses de la Banque, aux risques et périls de l'emprunteur, et sans produire le moindre intérêt. Tous les remboursements que l'emprunteur a pu faire en capital, intérêts et frais, sont inscrits sur les livres de comptabilité de la Banque ; ils sont portés en même temps sur le certificat principal et aussi sur le duplicata ; mais il n'en est pas délivré de récépissé.

Quant aux remboursements d'avances effectués par l'emprunteur dans une succursale, ils ne sont valables pour la Banque qu'autant que ce client a avisé aussi de ces remboursements le siège principal de la Banque qui a délivré le certificat.

C'est là une disposition inconnue pour la Banque de France. La succursale se charge de prévenir le siège social des opérations effectuées.

2° Obligations de l'emprunteur

1° La principale est de mettre la Banque en possession des titres qu'il lui a promis en garantie. C'est en effet le point capital de toute la théorie de l'avance sur titres. Cette mise en possession est exigée aussi bien par l'article 2076 du Code civil que par l'article 92 § 1 du Code de commerce. C'est une condition du nantissement, à l'accomplissement de laquelle le débiteur ne peut se soustraire. Dans les rapports entre le créancier gagiste et le débiteur, la mise en possession est la condition même de l'existence de la sûreté. Dans les rap-

ports entre les parties et les tiers, cette mise en possession fonctionne comme une mesure de publicité. La mise du créancier gagiste en possession s'effectuera par la simple tradition, quand les titres sont au porteur. L'employé qui s'occupe de la réception vérifiera la nature des titres, leur numéro d'ordre. Le rapport étroit qui existe entre l'instrument de preuve du droit et le droit lui-même suffira pour que la tradition du titre représente la mise du créancier gagiste en possession. La même connexité entre l'acte écrit pour dresser la créance et cette créance elle-même explique la possibilité de satisfaire à la condition de mise de la Banque en possession par la tradition du titre.

Mais, pour les titres nominatifs ou mixtes, donnés en nantissement à la Banque de France, il convient d'observer encore d'autres règles. L'article 2 de l'ordonnance de 1834 exige que ces titres soient préalablement transférés au nom de la Banque. Elle se charge de faire opérer ce transfert sans frais pour le compte de l'emprunteur, sans l'intervention d'un agent de change. L'article 4 de la même ordonnance dispose, en outre, que l'emprunteur doit s'engager par écrit à couvrir la Banque du montant de la baisse qui pourrait survenir sur le cours des effets remis par lui en garantie, toutes les fois que cette baisse atteindra 10 0/0. Si l'emprunteur n'a pas fourni la couverture promise, la Banque est autorisée à faire vendre en Bourse, par le ministère d'un agent de change, tout ou partie des titres livrés

en garantie, trois jours après une simple demeure faite à l'emprunteur par acte extra-judiciaire.

En Allemagne, la même obligation incombe à l'emprunteur de couvrir la Banque du montant de la baisse des titres engagés, mais elle doit être observée seulement toutes les fois que les titres ont subi une dépréciation de 5 0/0. L'emprunteur est alors tenu de rétablir dans le délai de 3 jours la garantie primitive, soit en opérant au gré de la Banque un remboursement partiel de la somme avancée, soit en déposant un nouveau gage. Si elle ne juge pas à propos d'accepter le gage supplémentaire qui lui est offert, la Banque a toujours la faculté de se rembourser sur la vente du gage détenu par elle et de conserver son recours contre l'emprunteur (Antonesco, *Thèse*, p. 168).

2° En second lieu, l'emprunteur est obligé de maintenir à la Banque la possession des titres ; c'est là, sous réserve des observations que nous avons présentées *suprà*, une condition indispensable pour la conservation de son droit par le créancier gagiste (Douai, 26 janvier 1893, S. 93.2.233).

Nous avons vu que la jurisprudence se montre parfois assez tolérante sur l'appréciation du maintien de la possession au profit du créancier gagiste et qu'elle ne considère pas qu'il y ait déchéance du privilège de ce dernier, en cas de dessaisissement momentané des titres reçus en gage, à l'effet de permettre au débiteur d'exercer une prérogative inhérente à la possession de

ces titres. La jurisprudence, toutefois, n'est pas unanime à ce point de vue et il y a des décisions qui estiment que la reprise, même momentanée, des titres donnés en gage, par le débiteur, en vue de toucher les dividendes, entraîne l'inefficacité du contrat de gage (Dijon, 10 février 1902, S. 04.2.97).

Il est d'ailleurs admis que les formalités indiquées par l'ordonnance de 1834 pour la constitution d'un gage sur titres au profit de la Banque de France sont également applicables sans distinction suivant le caractère civil ou commercial de l'avance, car l'ordonnance statue d'une manière générale.

3° Une troisième obligation de l'emprunteur consiste à payer les intérêts de l'avance qui lui a été consentie.

Le règlement de ces intérêts se fait à la Banque, tous les 6 mois, par l'imputation des arrérages encaissés sur les intérêts échus ; si les arrérages sont insuffisants, la différence en est portée en « restant dû », que le client devra acquitter au moment du remboursement ; mais cette différence ne portera pas elle-même d'intérêts.

Les intérêts sont calculés d'après le taux établi par la Banque et constaté sur l'acte de nantissement.

C'est le Conseil général de la Banque qui détermine le taux d'intérêt des avances qu'elle est autorisée à consentir. Les statuts du 16 janvier 1808 dans l'article 35, sont formels à ce sujet.

Le taux des avances est ordinairement plus élevé que

celui de l'escompte, même pour les avances faites sur les lingots et monnaies étrangères.

Si nous prenons, par exemple, les années 1880, 1890, 1900, 1905, nous constatons que le taux de l'escompte a successivement été de 2,80, 3, 3,25 et 3 0/0. Le taux moyen des avances suivait en même temps la gradation suivante : 3,73, 3,62, 3,75 et 3,50.

Si l'avance est remboursée par anticipation, la Banque perçoit l'intérêt jusqu'au jour du retrait, ou en tous cas retient un minimum de 15 jours à dater de la signature de l'engagement.

La Banque de France ne prélève d'ailleurs aucune commission en dehors de l'intérêt. Mais la loi de 1857 lui a permis d'élever l'intérêt de ses avances au-dessus de 6 0/0, si les circonstances l'exigent. C'est là une précaution destinée à conjurer l'excès des avances. Même si les intérêts dus par ses clients sont échus depuis plus d'une année et actuellement exigibles, la Banque ne les capitalise jamais. Ses intérêts lui sont en effet réglés en fait tous les six mois par voie de compensation avec les arrérages qu'elle encaisse. Si les arrérages encaissés par la Banque étaient inférieurs aux intérêts qui lui sont dus, l'arriéré serait liquidé en bloc au moment de retrait des titres, mais c'est là une hypothèse assez rare. Si le remboursement ne pouvait avoir lieu à l'échéance fixée, le calcul des intérêts se ferait automatiquement à partir de cette époque, les variations dans le taux résultant des décisions du Con-

seil général de la Banque (Boyer-Fraisse, *Thèse*, p. 141).

En Allemagne, la seule circonstance que les intérêts dus par l'emprunteur sont arriérés donne à la Banque impériale le droit de faire vendre les titres déposés dans sa caisse (art. 20 de la loi du 14 mars 1875). D'ailleurs, en Allemagne, les intérêts sur les avances consenties sont strictement réglementés. Le minimum d'intérêts est de huit jours, quand l'avance sur titres est contractée dans les quatre derniers jours ouvrables ou dans le premier jour ouvrable d'un mois. Si l'avance est contractée dans les quatre derniers jours ouvrables, ou dans le premier jour ouvrable d'un trimestre, le minimum d'intérêts exigible est de 15 jours. Dans toutes les autres hypothèses, l'intérêt est compté seulement jusqu'au jour du remboursement.

La Banque de France suit une règle très différente. Le minimum est, dans tous les cas, de 15 jours d'intérêts, qui sont invariablement acquis à la Banque. D'autre part, en France, le taux maximum que l'emprunteur ait à payer pendant la première période de trois mois est celui du jour de l'opération et cet emprunteur bénéficie de tous les changements qui peuvent survenir pendant cette période. Après le premier renouvellement, l'avance suit les variations du taux. En Allemagne, au contraire, s'il y a modification du taux des avances, le nouveau taux entre en vigueur, pour tous les prêts, du jour où il a été établi.

4° Enfin, et ceci nous amène aux effets du contrat

à l'échéance, la quatrième obligation à laquelle soit astreint l'emprunteur est de rembourser la Banque à l'échéance.

3° Effets du contrat à l'échéance.

De droit commun, et en matière civile (art. 2078), aussi bien qu'en matière commerciale (art. 93 C. com. modifié par la loi du 23 mai 1863), le pacte comissoire est interdit, c'est-à-dire qu'il est défendu au créancier gagiste de s'approprier l'objet du gage sans l'intervention de la justice et sur une simple convention prévoyant le cas de non-remboursement à l'échéance. La seule faveur que la loi commerciale consente au créancier gagiste, c'est de le dispenser de l'intervention de justice, mais elle exige toujours une signification faite au débiteur avant la vente de l'objet engagé. La Banque de France jouit, ici, de la faveur d'une législation particulière relative à la réalisation du gage. La haute autorité qui lui appartient, la légitime confiance qu'elle inspire au public ont permis de considérer comme superflu, aussi bien l'intervention de la justice, que la notification au débiteur préalablement à la vente. En vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 15 juin 1834, l'emprunteur est tenu de rembourser le montant de son avance à l'expiration d'un délai de 90 jours. Faute par lui de satisfaire à cet engagement, aussi bien qu'à l'obligation édictée par l'article 4 et concernant la dépréciation des titres, la Banque est autorisée à faire vendre en Bourse, par le mi-

nistère d'un agent de change, tout ou partie des effets qui lui ont été transférés, savoir : 1° à défaut de couverture, trois jours après une simple mise en demeure extra-judiciaire ; 2° à défaut de remboursement, dès l'échéance, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure ni d'aucune formalité quelconque. La Banque est donc affranchie des formalités de l'article 2078 du Code civil aussi bien que de la signification prescrite par l'article 93 du Code de commerce.

A la vérité, l'ordonnance de 1834 paraît viser seulement les titres nominatifs, mais son silence sur les titres au porteur provient de ce que, à cette époque, cette catégorie de valeurs était peu répandue, et il est aujourd'hui universellement admis que ces dispositions législatives s'appliquent aussi bien aux titres au porteur qu'aux valeurs nominatives ; elles ont en effet pour but de faciliter le fonctionnement de la Banque comme instrument de crédit et d'économiser le temps et les frais qu'une vente en justice ou toute autre formalité aurait nécessités. Il est évident par suite que, dans ces conditions, la réalisation du gage est presque entièrement exonérée des frais d'exécution.

Pratiquement, la vente des titres négociables en Bourse s'opère de la manière suivante : la Banque charge un agent de change d'effectuer l'opération dans les formes déterminées par le décret du 7 octobre 1890, articles 70 à 73 ; il est évident que cette forme de vente présente, pour les titres cotés, les mêmes avantages

que la vente aux enchères pour les autres biens. Cette obligation d'employer un agent de change résulte des textes qui interdisent la négociation des valeurs ou effets cotés en bourse autrement que par l'intermédiaire d'un agent de change (arrêté du 17 prairial an X et art. 76 C. com.).

La Banque procède, d'ailleurs, avec les plus grands ménagements, lorsqu'elle est dans la nécessité de réaliser le gage pour sauvegarder ses intérêts.

D'après l'article 5, § 4, de l'ordonnance de 1834 la Banque se rembourse sur le produit de la vente du montant des avances en capital, intérêts et frais ; le surplus, s'il y a lieu, est ensuite remis à l'emprunteur.

Cette ordonnance n'a nullement été atteinte par la loi de 1863 qui a modifié les articles 91 à 95 du Code de commerce et exigé un délai plus étendu que celui de l'ordonnance (En effet le délai établi par l'article 93 nouveau du Code de commerce pour la vente du gage est de huit jours après signification faite au débiteur, tandis que l'article 5 de l'ordonnance permet à la Banque de réaliser le gage dès le lendemain de l'échéance et sans aucune mise en demeure).

Cette ordonnance est toujours en vigueur, et on doit reconnaître que les avantages conférés à la Banque pour la réalisation du gage se justifient aisément, en raison de la grande sécurité qu'inspire cet établissement et des nécessités de son encaisse métallique.

D'ailleurs, le plus fréquemment, les avances non

remboursées sont simplement prorogées, et il en existe à la Banque qui ont été renouvelées successivement par tacite reconduction depuis 15 ou 20 ans (Boyer Fraisse, *Thèse*, p. 145, note 2). L'emprunteur a aussi la faculté de se libérer par voie de remboursements partiels.

Si nous comparons la Banque d'Allemagne avec la Banque de France, au point de vue de la réglementation du remboursement des avances, nous pouvons remarquer encore quelques différences entre la façon de procéder des deux établissements.

En premier lieu, bien que la faculté de libération partielle existe dans les deux banques, et que le minimum de remboursement soit toujours de 10 0/0 de l'avance, il ne peut descendre au-dessous de 50 marks (62 fr. 50 en Allemagne), tandis qu'en France, il ne saurait être inférieur à 500 francs pendant les trois premiers mois.

En second lieu, dans le cas de dépréciation des titres, le droit de vente existe, comme nous l'avons vu, pour la Banque de France, à défaut de dation d'un gage supplémentaire, seulement quand la dépréciation atteint 40 0/0.

En Allemagne, une baisse de 5 0/0 suffit pour justifier cette mesure.

D'ailleurs, en Allemagne comme en France, la Banque a le droit de faire vendre le gage et de se rembourser sur le produit de la vente en principal, intérêts et frais.

CHAPITRE V

RÈGLES SPÉCIALES AUX AVANCES EN COMPTES COURANTS

Les avances que nous venons d'étudier constituent l'avance simple ou ordinaire ; elles figurent dans le bilan, à l'actif de la Banque de France, sous le titre : Avances sur titres.

Au contraire les comptes courants d'avances figurent au passif du bilan parmi les autres comptes courants. Car, au lieu de remettre des billets ou de l'or en échange d'un dépôt de titres apportés par le client, la Banque ouvre un compte courant à la personne qui lui apporte des valeurs, fonds d'Etat, villes, chemins de fer, etc.

Le premier acte de cette opération consiste en un crédit ouvert par la Banque, et par conséquent, il figure au passif, puisque la Banque s'oblige.

Grâce à ce compte courant qui lui est accordé par la Banque, le titulaire ou propriétaire des titres déposés pourra venir demander à la Banque le montant des sommes qui lui sont nécessaires au moment précis où il en a besoin. Ce service procure au public des avantages considérables.

Les grandes maisons de commerce, les agents de change, tous les spéculateurs, font un grand usage du

compte courant d'avances qui leur assure, pour un intérêt modique, la faculté de prélever en quelques minutes les capitaux dont ils ont besoin, sur les titres qu'ils ont déposés ; et de les reverser ensuite, après un minimum de 5 jours d'intérêts, dont ils sont forcément redevables.

On fait fonctionner le compte courant d'avances au moyen de chèques au nom de l'intéressé, ou au moyen de mandats de virement au profit des comptes courants des tiers.

Tous ces chèques doivent porter la mention spéciale : *Compte courant d'avances*.

Une des opérations de ce compte courant spécial consiste à prendre une certaine somme au compte courant d'avances et à la faire verser au compte courant de caisse. L'opération inverse peut nécessairement avoir lieu.

C'est en 1881 que ce genre d'opérations a été inauguré par la Banque de France, afin de permettre aux commerçants et aux industriels d'avoir constamment et immédiatement à leur disposition les sommes nécessitées par leurs affaires sans recourir jamais à un emprunt.

La Banque d'Allemagne ne paraît pas se livrer à cette opération (d'après M. Antonesco, *Thèse*, p. 246).

Les règles qui s'appliquent au compte courant d'avances sont les mêmes que celles qui régissent les avances ordinaires, tout au moins 1^o au point de vue de

la nature des titres admis en garantie, à la proportion du crédit ; 2° quant aux versements ; 3° quant aux opérations de vente, achat, emploi, encaissements, etc.

L'emprunteur, qui désire un compte courant d'avances, doit souscrire une demande d'avances dans laquelle il indique le montant du crédit qu'il sollicite, et la nature des valeurs offertes par lui en nantissement. Cette demande est examinée par le Conseil général de la Banque, qui décide s'il y a lieu ou non de l'accorder.

Avis est alors donné au titulaire, qui est admis à effectuer le dépôt de ses titres et à signer son engagement.

En échange de ce dépôt, le client obtient, non pas une remise d'argent, comme dans le cas d'une avance ordinaire, mais l'ouverture d'un crédit.

Le chiffre du crédit concédé par la Banque ne peut jamais être supérieur à 3.000.000 francs. Exception est faite pour la Banque de l'Algérie à laquelle sont appliquées certaines règles spéciales (En vertu d'une décision du Comité des Livres et Portefeuilles en date du 30 avril 1907, le taux des intérêts est de 1 0/0 de moins que celui des avances ; et le compte courant aurait atteint 15.000.000 francs).

Les titres offerts en nantissement doivent être de la nature de ceux que la Banque accepte en garantie d'avances, et la quotité accordée ne doit pas excéder la proportion admise par la Banque.

Le titulaire signe un acte d'engagement dont un double, portant la signature de la Banque, lui est remis (voir page 73).

Le dépôt de garantie peut être effectué par un tiers, et celui-ci a la faculté de toucher directement ses arrérages, mais sous la réserve expresse que les intérêts dus par le bénéficiaire du compte à la Banque seront acquittés régulièrement par ce dernier ; sinon la Banque prélèverait les intérêts arriérés sur le montant des arrérages encaissés.

La formule, en double exemplaire, mentionne que l'emprunteur remet à la Banque *à titre de nantissement commercial* les valeurs lui appartenant mais cette indication n'a nullement pour objet de changer ; la nature juridique du contrat ; elle est destinée uniquement à soumettre toutes les contestations qui pourraient avoir lieu entre les parties à la juridiction, plus simple et plus rapide, des tribunaux de commerce.

L'ordonnance du 25 juin 1834 s'applique intégralement.

Les comptes courants d'avances sont ouverts aux non-commerçants comme aux commerçants ; les titulaires de ces comptes reçoivent alors des carnets spéciaux dont ils font usage au moyen de virements et de chèques directs, c'est-à-dire, payables dans la localité d'où ils ont été tirés, ou de chèques indirects, c'est-à-dire tirés sur un établissement de la Banque autre que celui où le compte est ouvert ; le chèque, à l'ordre du titulaire ou à l'ordre d'un tiers, est toujours gratuit ; seul le chèque indirect est frappé d'un timbre de 0 fr. 10 supplémentaire.

Les avances en compte courant sont consenties pour un délai minimum de cinq jours. L'intérêt minimum est perçu sur ce délai.

La Banque se réserve le droit de considérer à toute époque, après le dixième jour, l'avance comme échue. Elle met alors le titulaire du compte en demeure de s'acquitter, par une lettre recommandée, et à défaut de réponse elle a la faculté de faire vendre tout ou partie des valeurs déposées.

Mais, quand elle ne réclame pas le remboursement, le contrat d'avance continue de lui-même aux conditions initiales.

L'intérêt, même dans le cours des dix jours, suit les différents taux fixés par le Conseil général pour les avances sur titres.

Les arrérages et le montant des titres amortis sont portés d'office au crédit du compte. Le compte est crédité à Paris cinq jours et, dans les succursales, sept jours après l'encaissement ; les jours fériés ne sont pas compris dans ces délais.

Dès qu'ils sont encaissés, les coupons sont immédiatement affectés au paiement des intérêts, puis à l'amortissement de l'emprunt.

Les titres déposés en garantie peuvent, avec le consentement de la Banque, être remplacés par d'autres de semblable importance.

Après leur retrait, le compte courant d'avances est fermé ; et il ne pourra reprendre son cours qu'au moyen

d'une nouvelle demande. Dans le cas de retraits partiels de titres, le compte reste ouvert, mais dans la proportion des valeurs laissées à la Banque, et il ne peut être rétabli dans son état primitif qu'au moyen d'une demande d'extension de crédit, qui est soumise aux mêmes règles que celles de l'ouverture d'un compte (bordereaux, acte de nantissement, demande au Gouverneur, etc.).

Les comptes courants d'avances sont réglés en capitaux et en intérêts, à la fin de chaque semestre, à la Banque centrale, les 1^{er} juin et 1^{er} décembre ; et, dans les succursales, à la date de l'arrêté des écritures.

Les intérêts et frais qui ne sont pas réglés dans les dix jours qui suivent l'échéance sont ajoutés au solde et capitalisés, car l'article 1154 du Code civil n'est pas applicable aux comptes courants d'avances. Nous avons vu qu'au contraire pour les avances ordinaires cette dérogation n'existait pas.

Ici, en effet, c'est la règle concernant la théorie du compte courant général qui s'applique ; c'est-à-dire que les intérêts compris dans le solde produisent eux-mêmes des intérêts sans qu'il y ait à rechercher pour quel laps de temps ils sont dus (Cass., 11 janvier 1887, D. 88. 1.382 ; — Pau, 3 mai 1888, D. 89.2.225 ; — Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 3^e éd., t. IV, n° 844 ; — Thaller, *Traité*, n° 1669).

Les comptes courants d'avances sont débités, sans autres frais, des intérêts sur les sommes prélevées

jusqu'au jour de leur remboursement, et le montant de ces intérêts dus par le client, doit produire au minimum, pour un semestre, le double du droit de garde des dépôts libres ; qui est de 0 fr. 10 par 25 francs ou fraction de 25 francs de rente française et 0 fr. 10 par titre.

Le grand avantage de ce service, c'est qu'il ne laisse aucune somme improductive, puisque tout remboursement met fin aux intérêts qui couraient contre le débiteur.

Il se peut, dans le cas où les sommes versées pour couvrir l'emprunt dépassent le chiffre de la somme due, que le solde devienne créateur. C'est alors la Banque qui devient débitrice du surplus versé.

Ces sommes, qui s'élèvent parfois à un chiffre considérable, ne rapportent aucun intérêt ; les arrérages échus s'y ajoutent, et à la fin de chaque semestre, en cas de non-paiement des intérêts dans les 10 jours, ceux-ci viennent diminuer le solde créateur de leur montant.

Le compte courant d'avances, dans ce cas-là, devient une sorte de compte de dépôts de fonds.

Les comptes courants d'avances sont appelés à recevoir une extension des plus considérables ; leurs avantages sont nombreux ; les conditions pécuniaires auxquelles ils sont accordés sont relativement minimales. C'est un service dont l'importance s'accroît de jour en jour.

Les opérations de virements entre les divers comptes simplifient la question importante du déplacement de numéraire, et économisent en même temps celui-ci. En sorte que le rôle de la monnaie métallique comme instrument de paiement est réduit au minimum.

Aussi ce service tend à remplacer peu à peu celui des avances ordinaires.

APPENDICES

APPENDICE I

DES COMPTES MIXTES

§ 1^{er}. — Des comptes mixtes en garantie d'escompte.

On sait que la Banque de France exige des conditions spéciales pour la présentation des effets offerts à l'escompte. Au lieu des deux signatures généralement reconnues comme suffisantes, elle en exige une troisième. Mais il est possible de suppléer à cette formalité de la troisième signature, par une garantie subsidiaire consistant dans la mise en gage, au profit de la Banque, de certains titres ou effets (statuts du 16 janvier 1808, art. 12).

Cette garantie supplémentaire devait d'abord, aux termes des statuts qui lui donnèrent naissance, consister dans le transfert d'actions de la Banque de France, ou de rentes 5 0/0 consolidées, valeur nominale. Mais bientôt on admit en garantie additionnelle :

1° Tous les effets publics français, en vertu de la loi du 30 juin 1840.

2° Les récépissés de dépôt de marchandises délivrés par les magasins généraux, en vertu du décret du 25 mars 1848 ; on considérerait à juste titre que la garantie fournie par la marchandise pouvait équivaloir à celle d'une troisième signature (Cf. loi du 28 mars 1858, art. 11, sur les *warrants commerciaux*).

3° Enfin un décret du 13 janvier 1869 a permis à la Banque de France d'admettre en garantie supplémentaire, susceptible de remplacer la troisième signature, toutes les valeurs sur lesquelles la Banque est autorisée à consentir des avances, et notamment les obligations de la Société Générale Algérienne.

Lorsque la Banque a reçu une garantie additionnelle en remplacement d'une des signatures réglementaires, elle commencera par agir contre les signataires des effets escomptés pour en obtenir le montant à l'échéance, et ce sera seulement à défaut de paiement, et après avoir usé du protêt, qu'elle se couvrira en disposant des valeurs fournies en garantie (statuts du 16 janvier 1808, art. 13).

D'après l'arrêté du Conseil général de la Banque du 4 février 1908, les valeurs transférées ou remises en nantissement servent de garantie pour toutes les signatures de l'auteur du transfert ou de la remise, qui peuvent se trouver dans le portefeuille de la Banque ; la garantie additionnelle peut être fournie par un tiers, aussi bien que par la personne qui présente l'effet.

Cette garantie additionnelle peut remplacer la troi-

sième signature ou servir de nantissement à des effets dont les signatures paraissent douteuses à la Banque ou sont inconnues.

Mais les règles concernant la réalisation du gage ne sont pas les mêmes dans les deux cas.

A défaut de paiement des effets, la Banque réalise le nantissement après protêt ; conformément aux dispositions de ses statuts, pour les effets à deux signatures (art. 13 des statuts de 1808), et conformément à la loi du 23 mai 1863, pour les effets à un plus grand nombre de signatures, à concurrence de leur montant en principal, intérêts et frais.

Les statuts sont formels à ce sujet, et ils n'admettent le bénéfice de l'ordonnance de 1834 que pour la réalisation du gage concernant les effets à deux signatures.

Au cas où le prix à provenir de la vente des titres serait insuffisant pour couvrir entièrement la Banque, celle-ci se réserve de faire l'application de ce prix ainsi qu'elle l'entendra.

Au point de vue de sa nature juridique, le dépôt de titres en garantie d'escompte consenti par un tiers constitue un véritable aval par acte séparé prévu par l'article 142 du Code de commerce. Cependant deux différences séparent ces deux sortes de sûretés :

1° Le donneur d'aval est tenu solidairement du paiement de l'effet, de la même manière que le tireur et les endosseurs. Au contraire, le tiers qui cautionne, par une constitution de gage, les effets présentés par un

commerçant à l'escompte, ne garantit leur paiement que subsidiairement, et après l'accomplissement de toutes les poursuites légales.

2° Le premier est responsable et peut être exécuté sur tous ses biens, le second n'est tenu que sur le gage constitué, et, une fois faite, la réalisation des titres engagés, il ne saurait être poursuivi sur le surplus de son patrimoine.

Le titulaire peut en outre faire jouer son compte comme un compte courant d'avances.

§ 2. — Des comptes d'arrérages.

Depuis le mois de juillet 1893, la Banque de France ouvre des comptes d'arrérages, qui permettent aux déposants, titulaires d'un ou de plusieurs comptes, de retirer les sommes dont les arrérages ou dividendes se paient à Paris. La Banque peut consentir des avances sur ces arrérages et dividendes ; en tout cas, elle se charge de capitaliser les coupons de rentes françaises en achetant de nouveaux titres de rentes.

Sur une demande du titulaire du compte d'arrérages, les arrérages peuvent être portés au crédit d'un autre compte qu'il peut avoir à la Banque (compte mixte, compte courant d'avances, etc...).

APPENDICE II

RÈGLES SPÉCIALES AUX AVANCES SUR LINGOTS ET MONNAIES ÉTRANGÈRES, D'OR OU D'ARGENT.

La Banque peut consentir des avances sur les dépôts de lingots ou des monnaies étrangères d'or et d'argent qui lui sont faits (art. 30 des statuts du 16 janvier 1808).

Elles n'atteignent, d'ailleurs, que des chiffres dérisoires par rapport à l'ensemble des opérations de la Banque. Ainsi, d'après le bilan du 23 décembre 1906 au soir, le montant des avances sur lingots et monnaies à Paris s'élevait à 387.000 francs et, dans les succursales, à néant : soit donc en tout 387.000 francs, tandis que les avances sur titres montaient, pour Paris, à la même époque, à 191.230.001 fr. 19 et, pour les succursales, à 388.026.248 fr., soit en tout à 579.256.349 fr. 19 (Tessis, *Le rôle des établissements en crédit de France*, dans la *Revue politique et parlementaire*, numéro du 10 septembre 1907, p. 458).

A la différence des pratiques suivies pour les avances sur titres, les avances sur lingots et monnaies étrangères d'or et d'argent sont assujetties à quatre règles spéciales :

1° Le minimum de ces avances est de 10.000 francs

(au lieu de 250 fr.) ; le taux de l'intérêt est de 1 0/0 en moyenne ; il est déterminé par le Conseil général.

2° La Banque peut consentir des avances pour la valeur intégrale des lingots et monnaies étrangères d'or et d'argent qui sont déposés en garantie ; cette valeur est alors calculée d'après le tarif de la monnaie de Paris. Mais en fait la Banque ne consent pas d'avances pour l'intégralité de la valeur.

3° La durée du prêt est de 36 jours au plus, sauf renouvellement.

4° La Banque prélève un intérêt minimum de 36 jours, lors de chaque prêt, sur la somme avancée ; c'est encore là une différence importante avec les avances sur titres. Au delà de cette période de 36 jours, l'avance peut être continuée, mais alors les intérêts ne sont dus qu'au prorata des jours écoulés.

Il semble que, dans la pratique, cette opération intéresse surtout les banquiers, à qui elle assure la disponibilité de leurs capitaux qui sont représentés par ces valeurs.

A la différence de la Banque de France la Banque d'Allemagne consent des avances sur lingots et monnaies aux mêmes conditions générales que celles des avances sur titres (Antonesco, *Thèse*, p. 248).

CONCLUSION

Le développement du service des avances permet de se rendre compte de l'importance des avantages que la Banque procure ainsi non seulement à l'Etat, mais encore aux particuliers. On peut dire qu'après avoir procuré son appui pécuniaire à l'Etat, dans de nombreuses circonstances, la Banque n'a pas ménagé son concours à l'industrie et au commerce français, ni même, à une époque récente, aux établissements similaires des nations étrangères. En raison de l'énorme quantité du stock métallique dont elle a la garde, la Banque assure à la circulation une monnaie abondante et saine ; grâce aux réserves métalliques de la Banque de France, on peut dire que la France est, de toutes les nations, la plus riche en or, et, la conséquence immédiate de cette situation monétaire prépondérante, c'est la modicité, à la fois, du taux des escomptes et du taux des avances.

Mais la Banque n'est pas seulement dispensatrice du crédit national, du crédit offert à l'Etat et aux grandes entreprises, elle met également, par le service des avances sur titres, ses réserves à la disposition des capitalistes les plus modestes. Elle en rend l'emploi accessible aux petits commerçants, aux petits propriétaires

comme aux petits rentiers. Chacun, si modeste que soit son genre de vie, traverse des époques difficiles où les dépenses affluent, puis, les dates des rentrées prévues ne correspondent pas toujours à celles des sorties. Grâce aux avances que lui consentira la Banque, toute personne qui possède des titres pourra se procurer de quoi subvenir aux dépenses inattendues au moment précis où le besoin s'en fera sentir. On pourrait objecter, incontestablement, que l'avance sur titres n'interviendra pas toujours en vue de favoriser le développement de l'activité industrielle ou commerciale de celui qui y recourt ; le titulaire du compte d'avances pourra être quelquefois tenté de dissiper inutilement les sommes qui sont si facilement mises à sa disposition. Mais, d'abord, on peut répondre qu'il existe aujourd'hui bien d'autres moyens d'obérer une fortune, de la gaspiller sans utilité réelle pour la société ; normalement les avances sur titres sont consenties à des commerçants, à des industriels qui trouvent dans la conclusion du contrat d'avance le moyen le plus efficace de conjurer les effets d'une crise. Au surplus quels que soient les inconvénients auxquels l'institution est susceptible de se prêter, il suffit que les avantages présentés par elle l'emportent de beaucoup sur ses inconvénients pour qu'elle doive recevoir l'approbation unanime et c'est le cas, incontestablement, du service des avances créé par la Banque de France.

Il s'est trouvé cependant quelquefois des hommes qui ont protesté contre l'extension des avances à la Banque de France. Ils ont affirmé qu'il y avait là un danger pour cet établissement. Ils ont dit que, de cette manière, la contre-partie des billets n'était plus assurée, si la Banque se démunissait de son stock monétaire pour venir en aide aux particuliers (Consulter le *rapport de M. Burdeau à la Chambre des députés sur le renouvellement du privilège de la Banque de France, Doc. Parl., Chambre, 1892*). En réalité, par une réglementation prudente et habile, la Banque a su échapper à ce reproche et concilier les exigences du crédit avec la nécessité de conserver dans ses caves un stock métallique imposant. D'ailleurs, nombreux sont les petits rentiers et les petits commerçants qui recourent à l'emprunt sur titres auprès de la Banque de France. D'après les documents fournis par les comptes rendus de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de France, depuis 1891, voici le nombre des petites avances de 250 à 500 francs qui avaient été consenties par la Banque au 1^{er} janvier de chacune des années de 1900 à 1908.

Au 1 ^{er} janvier	Paris	Province	Total.
1900	3.721	2.681	6.582
1901	3.491	3.163	6.654
1902	3 063	2 302	5 365
1903	2.827	2.074	4.901
1904	2.279	1.883	4.162
1905	2.135	3.512	5 947
1906	2.552	2.922	5.474
1907	2.389	2.777	5.166
1908	1.987	2.547	4.534

C'est donc par la petite épargne que le service des avances a été le plus utilisé. Sans doute la Banque a adopté des règles assez strictes dans la détermination du concours qu'elle offre au commerce ou à l'épargne, mais il ne faut pas oublier que c'est grâce à ces précautions qu'elle a su toujours conserver la confiance du public français et du monde entier. En outre, si elle a développé le service des avances, c'est que, depuis un quart de siècle, elle a été sans cesse guidée par le désir d'orienter son organisation vers un idéal plus conforme aux habitudes des affaires modernes. Elle n'a cessé de multiplier le nombre de ses agences et de ses bureaux auxiliaires, elle a élargi en même temps le cercle de ses opérations d'avances, et ajouté notamment les avances en compte courant aux avances simples qu'elle pratiquait auparavant. Les chiffres que nous avons rapportés *suprà* montrent quelles proportions considérables ce service a atteintes et combien le public l'accueille avec une faveur de plus en plus marquée. La preuve en est que le chiffre de ses escomptes et de ses avances réunis a plus que doublé dans la seule période de 1860 à 1900, malgré la gravité des événements politiques et économiques qui, à diverses reprises, sont venus affecter le crédit.

Ainsi, grâce à la souplesse de son organisation et aussi des hommes qui la dirigent, la Banque a su amasser le stock monétaire le plus colossal du monde entier tout en se montrant soucieuse de réaliser les perfec-

tionnements indiqués par le progrès des sciences économiques et financières ; aussi a-t-on pu dire, non sans raison : « Par son mécanisme simple et perfectible, par cette combinaison rationnelle qui la place sous le contrôle de l'Etat, tout en respectant la liberté de son action commerciale, la Banque de France répond le mieux à la fois aux exigences de notre temps et aux lois économiques » (O. Noel, *Les Banques d'émission en Europe*, Paris, 1888, t. I, p. 240).

En réalité, en raison de l'importance de ses trois principales fonctions, l'émission, qui a pris un caractère public ; les dépôts et les avances qui se sont multipliés dans ces dernières années et enfin l'encaisse considérable dont elle est gardienne et qui est la réserve suprême du pays, on peut dire qu'elle est en France le centre de toutes les opérations de crédit et qu'elle joue un rôle immense dans toutes les questions monétaires et économiques de l'époque contemporaine.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. THALLER.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
INTRODUCTION. — Notions historiques et indications générales sur la Banque de France.	1
CHAPITRE PREMIER. — Les fonctions actuelles de la Banque de France	31
CHAPITRE II. — La nature juridique et les règles de l'avance sur titres en général.	43
CHAPITRE III. — Conditions spéciales au contrat d'avance sur titres à la Banque de France	57
§ 1. — Règles relatives à la capacité de l'emprunteur	58
§ 2. — Règles relatives aux valeurs pouvant être l'objet d'un contrat d'avance	63
CHAPITRE IV. — Les effets du contrat d'avance sur titres à la Banque de France.	76
1 ^o Obligations de la Banque.	76
2 ^o Obligations de l'emprunteur	88
3 ^o Effet du contrat à l'échéance	94
CHAPITRE V. — Règles spéciales aux avances en comptes-courants	98
APPENDICE I. — <i>Des comptes mixtes.</i>	107
§ 1 ^{er} . — Comptes mixtes en garantie d'escompte.	107
§ 2. — Comptes d'arrérages	110
APPENDICE II. — <i>Règles spéciales aux avances sur lingots et monnaies étrangères d'or et d'argent</i>	111
CONCLUSION	113

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
